



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 22 février 2022**

| NOMBRE DE MEMBRES                    |             |   |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents au<br>Conseil<br>Municipal | en exercice | qui ont pris<br>part à la<br>Délibération |
| 45                                   | 45          | 45  |

**2022 - 03      RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**  
**DEBAT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 14 février 2022, s'est réuni le mardi 22 février 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA-MOZIN, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Magali CONESA

(Prend part aux délibérations N°01 à N°13)

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°01 à N°17)

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

(Prend part aux délibérations N°01 à N°17)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI  
Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Mékia Noura ADDAD  
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Pascal PELLEGRINO  
Monsieur Alexandre GAIFFE à Monsieur Jérôme VIAUD  
Monsieur Franck BARBEY à Madame Mélanie ZARRILLO  
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 7 décembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

**2022 - 09            REQUALIFICATION DE L'ILET ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**2022 - 29            VENTE D'UN LOCAL COMMERCIAL  
12 BOULEVARD CARNOT**

DU 22 FEVRIER 2022

**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2022 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

## INTRODUCTION

### LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LE CONTEXTE DE MARCHE – ( Source Finance Active)

#### Le rôle encore plus majeur de la Banque centrale européenne sur les marchés

Depuis plusieurs années, les marchés financiers évoluent au rythme des annonces des banques centrales qui, en créant massivement de la monnaie en plein cœur de la crise, sont devenues des acteurs incontournables des marchés.

La Banque Centrale Européenne (BCE) ne déroge pas à cette règle et chaque allocution de sa présidence agite les marchés.

Pour rappel, le rôle de la BCE est de « gérer la monnaie unique, assurer la stabilité des prix et mener la politique économique et monétaire en zone euro ».

Depuis sa revue stratégique de juillet 2021, la BCE a revu sa cible d'inflation. Elle est passée d'un objectif d'inflation proche mais inférieur à 2 % à une inflation aux alentours de 2 % à moyen terme.

Pour atteindre cet objectif, la BCE dispose d'un certain nombre d'outils de politique monétaire :

- Les mesures dites « conventionnelles » : la Banque Centrale Européenne peut moduler les niveaux de taux auxquels elle prête aux banques commerciales mais également le niveau auquel elle rémunère leurs dépôts. L'action de la BCE sur ses taux directeurs a essentiellement un impact sur les taux courts interbancaires, c'est-à-dire sur les index €STR, Eonia et Euribor.
- Les mesures dites « non-conventionnelles » : la Banque centrale peut également acheter des titres sur le marché secondaire (des obligations d'Etat et d'entreprises) afin de faire mécaniquement baisser les taux d'emprunt des différents acteurs économiques. C'est ce que l'on appelle le Quantitative Easing (QE).

#### Une crise sanitaire aujourd'hui largement maîtrisée dans les pays développés

La crise sanitaire mondiale qui a débuté au début de l'année 2020 constitue depuis son déclenchement un sujet d'actualité de premier plan qui dépasse le cadre sanitaire et qui s'est vite étendu aux sphères politiques, économiques et financières. Le PIB mondial a chuté de 3,4 %, les cours du pétrole ont diminué et le CAC40 accuse une baisse de 7,14 % en 2020.

Face à cette situation exceptionnelle, des mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supranationales ont permis de limiter l'ampleur de la crise économique, dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire.

Si la pandémie est aujourd'hui maîtrisée dans les grandes puissances économiques telles que la Chine, les Etats-Unis et l'Europe, elle frappe toujours les pays en voie de développement qui n'ont à ce jour pas suffisamment accès aux vaccins. Au niveau mondial, les indicateurs de santé de l'économie et des marchés financiers sont ainsi au plus haut depuis le troisième trimestre 2021.

#### Des politiques budgétaire et monétaire sans précédent

Sur le plan monétaire, les banques centrales maintiennent leurs taux bas et développent leurs instruments de politique non conventionnelle afin de permettre aux acteurs (Etats, banques, entreprises, ménages) de s'endetter dans de bonnes conditions.

En Europe, la Banque centrale européenne a décidé en mars 2020 d'augmenter le montant de l'enveloppe de son programme d'assouplissement quantitatif, l'Asset Purchase Programme (APP) de 120 milliards d'euros. Ce programme vise à racheter sur le marché secondaire 20 milliards d'euros de titres d'Etats et d'entreprises chaque mois, afin de faciliter les conditions d'émission des émetteurs publics et privés.

En mars 2020 également, la BCE a annoncé la mise en place d'un programme de rachat d'actifs supplémentaire, Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP), d'un montant de 1850 milliards d'euros et se terminant en mars 2022. Cependant, l'effort devant être maintenu, il est fortement probable, sur la base des dernières déclarations des membres de



la BCE, qu'un nouveau programme soit créé pour se substituer au PEPP pour sortir en douceur du programme et éviter une hausse brutale et importante des taux d'emprunt d'Etat.

En parallèle, la BCE maintient ses taux directeurs à des niveaux très bas, le taux des opérations principales de refinancement (le taux refi) étant actuellement à 0 %.

Ces mesures de soutien à l'économie (par les banques centrales et les gouvernements) et les mesures de relance ont permis de rétablir la confiance dans les titres d'Etats sur les marchés et de permettre à l'économie mondiale de résister.

### **Economie mondiale – une santé retrouvée sur 2021**

Les différents dispositifs de soutien à l'économie se sont montrés efficaces et ont permis aux économies occidentales de limiter certains effets de la crise, notamment au niveau social.

En Europe, les mesures de chômage partiel ont permis de contenir l'augmentation du taux de chômage. En France, le pic de chômage a été atteint au quatrième trimestre 2020 à un niveau contenu de 9 %, avant de retomber à 8 % et de poursuivre depuis sa baisse.

Cela a permis une reprise d'activité économique rapide dès la fin des mesures de confinement. A l'inverse, aux Etats-Unis où le marché de l'emploi est plus flexible et dont le taux de chômage est structurellement plus faible qu'en Europe, de telles mesures de chômage partiel n'ont pas été mises en œuvre. Ainsi, au plus fort de la crise le taux de chômage aux Etats-Unis a été multiplié par quatre en atteignant les 14,7 %, contre les 3,5 % observés avant la crise, son plus bas niveau historique.

Du côté de la croissance économique, les prévisions d'abord pessimistes se sont progressivement et rapidement améliorées depuis le début de la pandémie et ce jusqu'aux prévisions de septembre dernier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), sur fond d'amélioration continue des conditions sanitaires mondiales. Même si le PIB mondial a reculé de 3,4 % l'an dernier, on observe que le rebond économique est important en 2021. Ce haut niveau d'activité devrait se poursuivre en 2022.

Cette année, les taux de croissance prévus par l'OCDE sont de l'ordre de 5,7 % dans le monde, de 5,3 % pour la Zone Euro, de 6 % pour les Etats-Unis et de 8,5 % pour la Chine.

### **Des marchés actions portés par la tech' en 2020 et par le luxe ainsi que les bancaires en 2021**

Le début de la crise sanitaire a été marqué par une forte incertitude sur les marchés, qui s'est traduite par une volatilité accrue, notamment sur les marchés actions. Les investisseurs, inquiets, ont réalloué leurs capitaux des marchés considérés comme plus risqués (actions, pétrole...) vers des actifs moins risqués tels que les titres d'Etats.

En conséquence, le premier trimestre 2020 a été marqué par l'effondrement des principales places boursières mondiales.

La confiance est finalement revenue sur les marchés actions grâce à l'amélioration progressive de la situation sanitaire et aux différentes mesures prises par les gouvernements et les banques centrales.

En 2020, l'indice des valeurs technologiques américaines, le NASDAQ, a progressé de plus de 43 %, et le S&P500 de 16 %. En effet, les confinements ont favorisé l'e-commerce, la ventes d'ordinateurs pour le travail à distance ou encore les films à la demande, permettant ainsi aux valeurs technologiques et aux géants du web Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft (GAFAM) ainsi que Netflix en tête, d'accroître leur activité et leur valorisation.

En Europe cependant, la valorisation des entreprises a fini sur une performance négative, avec un CAC40 ayant perdu 7,14 % sur l'année.

En 2021, comme l'illustrent les indices boursiers, la performance boursière européenne est bien meilleure : le CAC40 a franchi la barre des 6 900 points en août, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis plus de 20 ans.

La reprise de la consommation et du commerce international due aux sorties de confinement dans les principales régions du monde durant l'année ont profité entre autres aux valeurs exportatrices comme celles du Luxe (LVMH, L'Oréal, Hermès...). En parallèle, les établissements bancaires ayant particulièrement bien résisté en 2020 et poursuivant leur

croissance et l'amélioration de leur rentabilité signent également une belle performance boursière depuis le début de l'année 2021.

Depuis le troisième trimestre 2021, le regard des opérateurs se tourne sur la sortie à venir des politiques monétaires accommodantes des banques centrales, déjà entamée dans de nombreux pays, mais également sur le retour de l'inflation, qui sont autant de freins à la croissance potentielle des cours boursiers.

### **Retour de l'inflation et adaptation des banques centrales**

Si la croissance économique a été touchée par la crise sanitaire mondiale, celle-ci, à travers le ralentissement des échanges internationaux et de la demande mondiale, a également pesé sur la croissance des prix en zone euro.

Malgré les politiques monétaires menées par la BCE et la FED visant à injecter massivement des liquidités pour soutenir l'inflation, cette dernière n'a pas été au rendez-vous de 2020 en atteignant 0,25 % en zone Euro.

Cette très faible augmentation des prix s'explique essentiellement par l'effondrement des prix de l'énergie, qui pèse fortement dans l'indice des prix européen.

On observe cependant un changement de tendance depuis octobre 2020.

Le cours du pétrole Brent ne cesse de grimper, faisant mécaniquement s'envoler l'indice des prix à la consommation. Qui plus est, d'autres éléments conjoncturels poussent les prix à la hausse depuis la sortie des confinements : des difficultés de recrutement, des hausses de salaires, une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, une pénurie de matières premières entraînant la hausse de leur prix.

Au niveau des matières premières, l'impact du coût de pétrole se fait sentir directement à la pompe sur le prix du gazole. En France le prix au litre n'a jamais été aussi élevé.

### **Quid du comportement des banques centrales ?**

Les niveaux d'inflation américains, sous réserve que la croissance économique et que le niveau de l'emploi poursuivent leur amélioration, devraient inciter la FED à entamer un tapering. Le tapering consiste en une diminution des achats d'actifs par une banque centrale et une hausse de ses taux directeurs.

Elle a annoncé le 22 septembre dernier qu'elle pourrait bientôt réduire ses achats d'obligations.

En zone euro, les niveaux d'inflation sont et devraient rester sur des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix de la BCE, ce qui laisserait la possibilité à cette dernière de maintenir ses taux bas actuels.

En outre, le PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme), qui doit s'éteindre en mars 2022, devrait selon quelques sources de la BCE probablement être remplacé par un autre programme afin de maintenir des conditions de financements favorables.

Sur le plan du commerce international, cette dépréciation de l'euro par rapport au dollar engendrera probablement, toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la compétitivité prix et un accroissement des exportations européennes.

### **Des taux d'intérêt euro stabilisés à des niveaux bas**

La diminution de l'incertitude résultant notamment de l'interventionnisme des banques centrales s'est également illustrée sur le marché des taux d'intérêts.

En début de crise sanitaire, sur le marché obligataire souverain, l'inquiétude des investisseurs s'est traduite notamment par une défiance vis-à-vis des titres obligataires émis par les Etats européens les plus touchés, comme l'Italie par exemple pour la zone euro, tirant à la hausse leurs taux de rendement et pesant sur la soutenabilité de la dette des Etats émetteurs de ces titres.

Cette inquiétude a dans un premier temps engendré une augmentation des spreads, soit l'écart entre le taux de rendement des obligations des Etats européens et le taux de rendement du Bund allemand, l'obligation de référence en Zone Euro, qui s'est finalement détendue grâce aux achats massifs de titres dans le cadre du PEPP européen.

Sur le marché interbancaire, l'€ster et les Euribors sont toujours très proches du taux de dépôt marginal de la BCE, à 0,50 %. L'évolution de ces taux jusqu'à l'échéance 12 mois est quasi-inexistante depuis 2021, reflétant à ce jour peu d'évolution dans les anticipations de changement de politique monétaire.

Cependant, la courbe des swaps de taux euros à moyen et long terme varie plus largement et ce en fonction des déclarations de Christine Lagarde. Dans le cadre de sa revue stratégique de juillet, la BCE a défini une nouvelle cible d'inflation, elle a révisé ses prévisions de croissance, d'inflation et préparé les marchés à un tapering.

Cela étant, au 1er octobre la courbe est toujours très plate et largement en territoire négatif ; elle redevient positive à plus de 8 ans, illustrant les anticipations des opérateurs de marché qui parient sur une remontée des taux directeurs dans un avenir assez lointain.

L'€ster, d'après le marché des Futures, devrait rester sur ses niveaux actuels autour de - 0,58 % jusqu'en septembre 2022, avant de progressivement et lentement remonter et ne redevenir positif qu'en septembre 2027.

Au-delà de la politique monétaire de la BCE qui influence les taux courts comme longs, un autre élément vient depuis peu perturber les mouvements de taux longs : il s'agit de l'inflation.

En effet, les chiffres et les anticipations d'inflation, élevés aux Etats-Unis et modérément élevés en Europe, ont participé à la hausse des taux d'emprunts d'Etat depuis le début de l'année 2021. Un suivi de l'évolution de l'inflation est donc aujourd'hui nécessaire afin d'anticiper les impacts sur les taux.

### **Focus sur la France**

En 2020, la croissance française a baissé de 8 %, alors que l'inflation était de 0,5 %.

En 2021, d'après les dernières prévisions de l'OCDE (septembre 2021), le PIB devrait croître de 6,3 %, illustrant un effet rattrapage post confinement avec une consommation accrue, un regain de confiance dans l'avenir grâce à l'amélioration de la situation sanitaire, un chômage en baisse, une reprise de la production des entreprises et l'amélioration de l'environnement économique.

En 2022, le PIB français devrait augmenter de façon importante mais moins soutenue, à hauteur de 4 %, revenant ainsi sur un niveau de croissance plus proche du potentiel de croissance réelle du pays, mais surfant tout de même sur les effets de la relance budgétaire du gouvernement et des autres relances mondiales.

Du côté de l'inflation, après une croissance des prix de 0,5 % en 2020, celle-ci a atteint 1,6 % en 2021 et devrait se stabiliser autour de 2,0 % en 2022. Le chiffre assez élevé en 2021, soutenu par les différents éléments décrits plus haut dans la partie Inflation, devrait en effet baisser compte tenu du caractère conjoncturel des facteurs inflationnistes. L'aspect « temporaire » de l'inflation est le scénario privilégié par la Banque de France et la BCE, qui pensent que les goulets d'étranglement dus à la reprise économique ne dureront pas.

Cependant il est tout de même envisageable, d'après elles, que cette hausse des prix dure plus longtemps et soit plus importante que prévue, ce qui pourrait entamer la croissance.

**PROJET LOI DE FINANCES 2022 – LES ARTICLES SUR LES COLLECTIVITES LOCALES A LA LOUPE (source : *Gazette des Communes- 27 septembre 2021*)**

Pas de révolution pour les collectivités territoriales. Le projet de loi de finances pour 2022, présenté mercredi 22 septembre au Conseil des ministres, ne prévoit pas de bouleversement majeur pour les collectivités mais procède à quelques changements sur le front des finances locales, comme une réforme à minima des indicateurs financiers, une expérimentation de recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) pour les départements qui le souhaitent, ou le doublement de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité.

Les associations d'élus se réjouissent tout de même de l'abandon par l'exécutif d'une réforme de l'IFER sur les antennes mobiles.

Pour le dernier budget du quinquennat, l'heure est encore à la relance et à la dépense même si l'exécutif annonce la fin du « quoi qu'il en coûte ».

**Le projet de loi de finances pour 2022 prévoit une augmentation de la dépense publique de 11 milliards d'euros.**

Mais pour les collectivités, les mesures sont pour le moment assez succinctes. « Il est moins dense en dispositions que les projets de loi de finances des années précédentes. Les PLF de dernière année présidentielle sont traditionnellement peu propices aux réformes structurantes pour les collectivités », confirme Franck Claeys, directeur Economie et finances locales de France urbaine. Tour d'horizon.

**Fixation pour 2022 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement et Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)**

La DGF reste stable en 2022, avec 18,3 milliards d'euros pour le bloc communal et 8,5 pour les départements, soit 26,8 milliards d'euros au total.

L'évolution du montant de la DGF par rapport à 2021 résulte de mesures de périmètre (ajustement du montant de certaines dotations afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du revenu de solidarité active à La Réunion décidée en 2019 et 2020, absence de nouvel abondement du Fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU) qui avait majoré de 2 millions d'euros le montant de la DGF en 2021).

Cette stabilité globale se fait tout de même au profit des collectivités bénéficiant des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) qui augmentent chacune de 95 millions d'euros et de 10 millions d'euros les dotations de péréquation des départements, ce dont ne bénéficie plus la Ville de Grasse.

Parallèlement, le gouvernement continue son rattrapage du niveau des dotations de péréquation versées aux communes ultra-marines par rapport aux collectivités métropolitaines. La moitié du rattrapage restant à réaliser le sera en 2022.

À ce titre, le taux de majoration démographique permettant de fixer le montant de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM) est à nouveau augmenté, afin de réaliser en 2022 la moitié du rattrapage restant à réaliser. Les sommes ainsi dégagées viendront alimenter la dotation de péréquation outre-mer (DPOM) créée en loi de finances initiale pour 2020, dont les critères de répartition ciblent les communes des départements d'outre-mer disposant des ressources les moins élevées et des charges les plus lourdes.

Cette année comme l'année dernière, l'enveloppe normée ne consomme que 50 millions d'euros au titre des variables d'ajustement, contre 120 millions en 2020. Le bloc communal comme les départements sont épargnés.

Elle baisse en revanche de 50 millions d'euros pour les régions. Les parts régionales de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et de la dotation carrée sont amputées de 25 millions d'euros chacune.

A noter également, l'instauration d'un fonds d'urgence au profit des collectivités territoriales sinistrées par la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes doté de 150 millions d'euros au total, dont 31 millions d'euros seront consommés en 2022 et la majoration de 18,5 millions d'euros de la dotation de solidarité destinée aux collectivités frappées par des catastrophes naturelles, afin d'accompagner les collectivités des Alpes-Maritimes dans leur effort de reconstruction.

## **Réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations et fonds de péréquation**

**Cette réforme constituera probablement la mesure la plus impactante pour la Ville de Grasse.**

En effet, l'exécutif s'est inspiré des propositions du comité des finances locales.

L'objectif annoncé étant de mieux coller à la réalité, c'est-à-dire à la potentielle richesse des territoires et donc de tenir compte de l'effet de la réforme de la fiscalité locale et de la réforme des impôts de production sur ces derniers.

Il propose d'intégrer de nouvelles ressources au potentiel fiscal (les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les communes, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)...).

**Les questions se posent néanmoins quant à l'intégration de ces ressources et notamment les droits de mutation, dont l'évolution reste fortement dépendante de la conjoncture.**

Le Gouvernement propose en outre de simplifier le calcul de l'effort fiscal en le centrant uniquement sur les impôts levés par les collectivités, plutôt que de l'axer sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune.

Mais pour éviter des évolutions trop brutales sur la répartition des dotations, le gouvernement étend la fraction de correction qui permet le lissage des modifications. Les modalités de calcul seront précisées par décret.

Pour les départements, dans le cadre de la répartition du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements (FNP DMTO), il propose de conserver le taux de TFPB adopté en 2020 de manière transitoire en 2022, le temps de trouver une solution plus pérenne, même si les départements ne perçoivent plus de TFPB depuis 2021.

## **Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales**

Les prélèvements sur recettes (PSR) au profit des collectivités s'élèvent à 43,2 milliards d'euros en 2022, en hausse de 292 millions d'euros par rapport à 2021. Cette hausse s'explique principalement par :

- l'augmentation prévisionnelle de 352 millions d'euros du PSR de compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels, en raison du dynamisme des bases de ces impositions ;
- la hausse prévisionnelle de 41 millions d'euros du PSR au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale, principalement en raison de la progression de la compensation de l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) au profit des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € ;
- la baisse de 50 millions d'euros au total des dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE) et de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), au titre de la minoration des variables d'ajustement ;
- le recul de 46 millions d'euros anticipé sur le niveau du FCTVA en 2022.

## **Habilitation à modifier par ordonnance le régime de responsabilité des gestionnaires publics**

Cet article autorise le gouvernement à réformer par voie d'ordonnance le régime de la responsabilité des gestionnaires publics. Ce nouveau régime unifié de responsabilité financière applicable à l'ensemble des agents publics est prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Il visera à sanctionner, de manière plus efficace et ciblée, les fautes graves relatives à l'exécution des recettes ou des dépenses ou à la gestion des biens des entités publiques, ayant causé un préjudice financier significatif. Il ouvrira la possibilité de sanctionner les fautes de gestion dans des cas de négligences et de carences graves dans l'exercice des contrôles réalisés par les acteurs de la chaîne financière, sous réserve qu'elles aient été à l'origine d'un préjudice financier important. Il modernisera d'autres infractions actuellement prévues par le code des juridictions financières ainsi que le régime spécifique de la gestion de fait.

En lieu et place de la Cour de discipline budgétaire et financière compétente pour les ordonnateurs et des juridictions financières pour les comptables publics, la juridiction unifiée en charge de la répression de ces fautes en première instance sera une chambre de la Cour des comptes, comprenant des membres de la Cour et des magistrats des chambres régionales et territoriales des comptes. Afin de renforcer les droits des justiciables, une cour d'appel financière présidée par le Premier président de la Cour des comptes sera instituée, composée de quatre membres du Conseil d'État, de quatre membres de la Cour des comptes et de deux personnalités qualifiées, désignées pour leur expérience dans le domaine de la gestion publique. L'appel sera suspensif. Le Conseil d'État demeurera la juridiction de cassation.

La juridiction pourra être amenée à prononcer des amendes pécuniaires à l'encontre des justiciables, amendes dont le montant, calculé en fonction de la rémunération de l'agent, sera plafonné à 6 mois de rémunération. Elle pourra aussi prononcer une peine complémentaire d'interdiction d'exercer les fonctions de comptable ou d'avoir la qualité d'ordonnateur pour une durée déterminée.

### **Réforme des modalités d'attribution de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité**

Cet article instaure le doublement de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité de 10 à 20 millions d'euros.

Pour être éligibles, les communes doivent avoir plus de 75 % de leur territoire en zone Natura 2000, ou être dans un parc national ou un parc naturel marin et avoir moins de 10 000 habitants.

L'article propose de créer une nouvelle fraction, d'un montant de 5 millions d'euros, pour les communes se trouvant dans les parcs naturels régionaux. Il augmente le montant de la part « Natura 2000 » de 5 millions d'euros et élargit ses bénéficiaires en abaissant à 60 % le taux de couverture du territoire par la zone protégée (contre 75 % actuellement).

Il substitue le potentiel financier au potentiel fiscal dans la répartition, de manière à mieux refléter la richesse mobilisable par les communes et prévoit une augmentation progressive sur trois ans du montant subventionné pour les communes devenant éligibles à la dotation du fait d'une adhésion à une charte d'un parc national ou d'un PNR, afin de lisser dans le temps les effets de cette adhésion sur l'enveloppe attribuée et d'en renforcer la prévisibilité. Ce doublement ne sera pas « gagé » sur les variables d'ajustement.

## SOMMAIRE :

|   |       |
|---|-------|
| • A - Bilan 2014-2020.....  | p. 10 |
| ➤ Les produits de fonctionnement.....   | p. 10 |
| ➤ Les dépenses de fonctionnement.....   | p. 14 |
| ➤ La dette - les charges financières .....  | p. 17 |
| ➤ L'épargne brute.....  | p. 18 |
| ➤ L'investissement.....   | p. 20 |
| • B - Compte Administratif prévisionnel 2021.....                                 | p. 22 |
| ➤ Les recettes de fonctionnement.....   | p. 23 |
| ➤ Les dépenses de fonctionnement.....   | p. 29 |
| ➤ Les ratios de gestion.....  | p. 31 |
| ➤ L'investissement.....   | p. 33 |
| • C – Structure et gestion de la dette.....                                       | p. 37 |
| ➤ Situation de la dette financière au 31 décembre 2021.....                       | p. 37 |
| ➤ Structure de la dette au 31 décembre 2021.....                                  | p. 39 |
| ➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2021.....          | p. 42 |
| • D – Cadre pluriannuel de fonctionnement 2022-2026.....                          | p. 48 |
| ➤ Les hypothèses retenues en recettes de fonctionnement.....                      | p. 48 |
| ➤ Les hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....                      | p. 61 |
| • E - Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....        | p. 68 |
| • F - Cadre pluriannuel d'investissement 2022-2026.....                           | p. 71 |
| ➤ Plan pluriannuel d'investissement 2022-2026.....                                | p. 72 |
| ➤ Détail du financement de l'investissement.....                                  | p. 74 |
| • G - Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaires..... | p. 75 |
| • H – Budget annexe .....   | p. 84 |
| ➤ Budget service extérieur des pompes funèbres.....                               | p. 84 |



## A) BILAN 2014-2020

### Les produits de fonctionnement :

|   |               |               | Ecart          |                |
|---|---------------|---------------|----------------|----------------|
|   | 2014          | 2020          | Montants       | %              |
| <b>Principales recettes...</b>              |               |               |                |                |
| Produits contributions directes             | 29 545        | 33 484        | 3 939          | 13.33%         |
| Attribution de compensation                 | 15 639        | 15 164        | - 475          | - 3.04%        |
| Droits de mutation                          | 2 113         | 3 589         | 1 476          | 69.85%         |
| Taxe sur l'électricité                      | 1 224         | 1 149         | -75            | -6.13%         |
| <b>Total impôts et taxes</b>                | <b>49 566</b> | <b>54 088</b> | <b>4 522</b>   | <b>9.12%</b>   |
| <b>Principales recettes...</b>              |               |               |                |                |
| Dotation forfaitaire                        | 8 409         | 4 335         | -4 074         | -48.45%        |
| Dotation Nationale de Péréquation           | 685           | 672           | -13            | -1.90%         |
| Participations de fonctionnement            | 2 467         | 2 016         | - 451          | -18.28%        |
| Compensations fiscales                      | 1 576         | 1 747         | 171            | 10.85%         |
| <b>Total Dotations</b>                      | <b>14 022</b> | <b>9 132</b>  | <b>- 4 890</b> | <b>-34.87%</b> |
| Produits des loyers et redevances           | 846           | 1 037         | 191            | 22.58%         |
| Remboursements sur charges de personnel     | 477           | 375           | -102           | -21.38%        |
| Produits des services                       | 1 776         | 1 588         | -188           | -10.59%        |
| Produits financiers                         | 585           | 821           | 236            | 40.34%         |
| Produits exceptionnels provisions comprises | 187           | 1 361         | 1 174          | 627.81%        |
| <b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>67 459</b> | <b>68 402</b> | <b>943</b>     | <b>1.38%</b>   |



Nous avons produit des efforts considérables depuis 2014 sur la réduction volontariste de nos dépenses de fonctionnement et les résultats obtenus nous ont permis d'augmenter de façon importante notre niveau d'épargne, ratio essentiel dans l'analyse de la santé financière d'une commune.

Néanmoins, il convient également d'évoquer que la Ville de Grasse souffre depuis de nombreuses années d'un déficit structurel de ressources.

Une fois ce constat établi, nous nous sommes attachés à optimiser l'ensemble de nos recettes, qu'elles soient d'origine fiscale, avec la mise en place d'une convention de partenariat avec les services fiscaux ayant pour objectif l'optimisation de nos bases fiscales, au niveau des participations de fonctionnement avec l'instauration d'une cellule dédiée à la recherche de financements, au niveau des loyers avec les travaux réalisés sur les conciergeries notamment et enfin sur les redevances où désormais à chaque nouveau contrat, le contrôleur de gestion attache une attention toute particulière à ce que ces recettes soient revalorisées.

Ce travail s'inscrit dans une pluriannualité et même si les résultats d'ores et déjà obtenus se révèlent très encourageants, leurs retours se font parfois attendre dans la mesure où les calendriers ne sont pas toujours maîtrisés.

### ***Sur le produit fiscal :***

#### **Produit impôts locaux par habitant pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 655 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 680 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 869 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 999 €/ habitant.

Nous l'avons évoqué plus haut, une convention de partenariat a été mise en place avec les services de l'Etat pour l'optimisation des bases, nous permettant depuis un certain nombre d'années d'obtenir une belle dynamique de nos bases fiscales.

Mais le retard accumulé dans les années antérieures explique qu'aujourd'hui les écarts restent encore considérables notamment avec les villes du département.

#### **Pour la taxe d'habitation :**

#### **Taux d'imposition pour la taxe d'habitation de 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 18,90 % ;**  
Moyenne nationale : 20,75 % ;  
Moyenne régionale : 20,91 % ;  
Moyenne départementale : 21,58 %.

Le niveau des taux, inférieur aux références de la strate, contribue au déficit de produit fiscal de la commune ; de plus leur maintien volontaire depuis de nombreuses années augmente les écarts.

#### **Base fiscale taxe d'habitation par habitant pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 1 696 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 1 553 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 2 199 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 2 759 €/ habitant.

#### **Produit par habitant taxe d'habitation pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 321 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 320 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 451 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 581 €/ habitant.

**Il n'est pas inutile de rappeler par ailleurs que la Commune a mis en place depuis des années une politique d'abattement des plus favorables pour le contribuable, en particulier sur les foyers avec personnes à charge.**

**Abattements taxe d'habitation :**

Abattement Général à la Base : 5 % ( taux minimum légal 0 %) ;  
Abattement pour charge de famille rangs 1 et 2 : 20 % ( taux minimum légal 10 %) ;  
Abattement pour charge de famille rang 3 : 25 % ( taux minimum légal 15 %).

**La perte de produit liée à cette politique d'abattement de la commune a représenté près de 2,0 M€ pour 2020.**

Une attention toute particulière est désormais portée sur la mise à jour des locaux vacants qui représentent un potentiel très important de ressources supplémentaires.

Un ratio anormal de vacance, deux fois supérieur à la moyenne nationale constitue en lui-même une aberration quand on diligente les enquêtes sur le terrain.

Des rendez-vous périodiques avec les services fiscaux permettent d'effectuer des mises à jour, mais nous ne maîtrisons pas le calendrier dans la mesure où la Commune ne peut pas intervenir dans le rythme des actualisations.

**Pour la taxe foncière sur le bâti :**

**Taux d'imposition pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 19,45 % ;**  
Moyenne nationale : 21,13 % ;  
Moyenne régionale : 21,42 % ;  
Moyenne départementale : 17,28 %.

Le taux de la commune reste inférieur aux moyennes nationale et régionale, il est en revanche supérieur à la moyenne départementale.

**Base fiscale taxe sur le foncier bâti par habitant pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 1 624 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 1 677 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 1 850 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 2 280 €/ habitant.

**De la même façon le produit par habitant pour le foncier bâti pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 317 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 354 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 396 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 394 €/ habitant.

Les écarts avec les moyennes constatées que ce soit au niveau national, régional ou départemental restent importants.

L'élément le plus significatif est celui des bases par habitant.

Même si le produit fiscal reste sur une forte dynamique, force est de constater que les travaux engagés pour l'optimisation des bases doivent se poursuivre.

### ***Sur les dotations :***

#### **Dotation Globale de fonctionnement par habitant pour 2020 (source DGFIP) :**

**Ville de Grasse : 98 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 209 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 177 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 133 €/ habitant .

Le produit de la Dotation Globale de Fonctionnement est historiquement faible, largement inférieur à la moyenne des communes de la même strate.

La Ville de Grasse a sollicité à maintes reprises les services de l'Etat pour qu'une analyse argumentée lui soit transmise. D'autant plus que les différentes réformes successives mises en place n'ont pas corrigé les inégalités constatées entre les communes, bien au contraire.

A l'évidence, la Ville est pénalisée par cette situation .

Par ailleurs, il est important de noter que la dotation 2020 est basée sur le recensement INSEE 2017 et que sur cette base une nouvelle perte de population a été constatée entre 2016 et 2017 ( environ 400 personnes).

### ***Sur les produits des services et du domaine public :***

**Ville de Grasse : 31 €/ habitant ;**  
Moyenne nationale : 94 €/ habitant ;  
Moyenne régionale : 103 €/ habitant ;  
Moyenne départementale : 151 €/ habitant.

C'est le poste le plus affecté par la crise sanitaire.

Plusieurs raisons peuvent l'expliquer :

La première étant liée à la conjoncture et l'annulation d'un certain nombre de manifestations, ayant pour conséquence la perte des recettes qu'elles génèrent.

La seconde étant la conséquence directe de décisions prises par le Conseil Municipal pour soutenir le tissu économique local (exonérations de redevances, de loyers commerciaux, de loyers de locations de salles, de gratuité du stationnement de surface).

Pour la troisième, elle est liée au transfert des effectifs des personnels des compétences Eau , Assainissement Collectif et Non collectif à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Néanmoins, nous ne pouvons ignorer le faiblesse structurelle de ces recettes.

Les efforts fournis par la collectivité doivent également se poursuivre, notamment dans son approche systématique de réévaluation des redevances, tarifs ou autres éléments générateurs de revenus.

### ***Sur les produits des loyers et redevances versées par les concessionnaires... :***

Au même titre que la recherche d'optimisation opérée sur les autres postes de recettes de fonctionnement, nous nous efforçons de revaloriser les loyers lorsque ces derniers sont en décalage avec le marché.

Ce sujet a été traité notamment dans le cadre des travaux effectués pour la réévaluation des loyers effectués sur les conciergeries.

C'est ainsi qu'entre 2014 et 2020, les produits de gestion courante ont évolué de plus de 22 %.

Par ailleurs sur les redevances liées aux concessions, nous sommes tributaires des calendriers liés aux contrats et de ce fait, nous ne sommes pas dans un rythme forcément en adéquation avec nos volontés de révision.

Même si notre politique volontariste d'optimisation de nos ressources donne des premiers résultats, force est de constater, en analysant les ratios comparatifs des villes de la même strate, que le niveau de recettes de la Ville reste insuffisant.

### Les dépenses de fonctionnement :

|   |        |        | Ecart   |          |
|---|--------|--------|---------|----------|
|   | 2014   | 2020   | Montant | %        |
| Charges à caractère général                   | 12 704 | 10 359 | - 2 345 | -18.46%  |
| Charges de personnel                          | 34 157 | 34 416 | 259     | 0.76%    |
| Atténuations de produits (SRU et FPIC...)     | 94     | 1 148  | 1 054   | 1121.28% |
| Autres charges de gestion courante            | 11 179 | 10 744 | -435    | -3.89%   |
| Charges financières                           | 4 739  | 2 921  | -1 818  | -38.36%  |
| Charges exceptionnelles                       | 464    | 3 734  | 3 270   | 704.74%  |
| Dotations aux provisions                      | -      | 39     | 39      | ns       |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT            | 63 336 | 63 361 | 25      | 0.04%    |
| TRANSFERT RESULTAT BUDGET ANNEXES CAPG        |        | 3 365  |         |          |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT RETRAITEES | 63 336 | 59 996 | - 3 340 | - 5,57%  |

**Le transfert du résultat des budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif doit être retraité pour une analyse objective.**

Nous l'avons évoqué à maintes reprises, les efforts demandés aux services municipaux en réduisant leurs enveloppes de fonctionnement depuis 2014 sont conséquents.

Ainsi, les charges à caractère général ont été réduites de plus de 2 millions d'Euros sur la période examinée.

Ces efforts ont été très contraignants sur l'année 2020, la Ville devant faire face par ailleurs à un besoin conséquent de matériel sanitaire dont le coût s'est établi à plus de 300 K€.



## Evolution des principaux postes de dépense entre 2014 et 2020 :

| Montants en K€                                   | 2014         | 2020         | Ecart         |                |
|--|--------------|--------------|---------------|----------------|
|  |              |              | Montant       | %              |
| <b>Dépenses</b>                                  |              |              |               |                |
| 611 contrats de prestations de services          | 2 040        | 1 984        | - 56          | -2.75%         |
| 60612 énergie et électricité                     | 1 822        | 1 605        | -217          | -11.91%        |
| 60632 fournitures de petit équipement            | 738          | 651          | -87           | -11.79%        |
| 60633 fournitures de voirie                      | 144          | 78           | -66           | -45.83%        |
| 61523 entretien voies et réseaux par entreprises | 832          | 368          | -464          | -55.77%        |
| 61522 entretien de bâtiments par entreprises     | 520          | 384          | -136          | -26.15%        |
| 6132 locations immobilières                      | 649          | 802          | 153           | 23.57%         |
| 614 charges locatives de copropriété             | 154          | 130          | -24           | -15.58%        |
| 60611 eau et assainissement                      | 504          | 282          | -222          | -44.05%        |
| 6156 maintenances                                | 469          | 475          | 6             | 1.28%          |
| 60622 carburants                                 | 241          | 174          | -67           | -27.96%        |
| 6232 fêtes et cérémonies                         | 436          | 219          | -217          | -49.77%        |
| <b>TOTAUX</b>                                    | <b>8 549</b> | <b>7 152</b> | <b>-1 397</b> | <b>-16.35%</b> |

Les actions systématiques de réductions de charges engagées dès 2014 ont été maintenues sur 2020.

Les services municipaux se sont inscrits dans une démarche volontariste et collaborative essentielle à l'obtention de résultats significatifs en terme de diminution sur certains postes de dépenses.

Au-delà de cette collaboration, une nouvelle organisation a été nécessaire et elle semble aujourd'hui maîtrisée.

Achats et charges externes (montants nets) pour 2020 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 193 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 263 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 260 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 315 €/ habitant.

Nous avons constaté des écarts très importants sur les recettes, force est de constater que nous retrouvons d'importantes différences sur les postes de charges.

Eu égard à ces efforts réalisés en terme de rationalisation les économies réalisées sont à noter.

### Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2020 sont supérieures à celles du compte administratif 2014 ; néanmoins l'évolution annuelle ne se situe qu'à moins de **0.80 %** entre 2014 et 2020.

Cette faible évolution de la masse salariale est due au travail effectué en terme de mobilité interne et de réforme organisationnelle.

Il est également très intéressant de mesurer le travail effectué en comparant de nouveau les ratios de la commune avec ceux de la strate.

Charges de personnel (montants nets) pour 2020 (source DGFIP) :

**Ville de Grasse : 665 €/ habitant ;**

Moyenne nationale : 826 €/ habitant ;

Moyenne régionale : 909 €/ habitant ;

Moyenne départementale : 1 006 €/ habitant.

Ce ratio est à mettre en adéquation avec ceux évoqués sur les achats et charges externes.

Ainsi, si le ratio de personnel est inférieur de **161 €** à celui de la moyenne nationale à comparer aux **156 €** de 2019, l'écart s'est donc encore accentué.

Nous maintenons donc un effort important pour contenir l'évolution de nos charges de personnel.

### Les subventions de fonctionnement :

| Montants en K€  | 2014          | 2020          | Ecart       |               |
|---|---------------|---------------|-------------|---------------|
|   |               |               | Montant     | %             |
| <b>Dépenses</b>   |               |               |             |               |
| Subventions aux associations                                | 1 855         | 1 618         | - 237       | -12.78%       |
| Office du Tourisme et Comité Régional du Tourisme           | 340           | CAPG          | ns          | ns            |
| Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours             | 2 999         | 3 156         | 157         | +5.24%        |
| Centre Communal d'Action Sociale                            | 3 200         | 3 375         | 175         | +5.47%        |
| Caisse des Ecoles et Réussite Educative                     | 60            | 56            | -4          | -6.67%        |
| OGEF Fénelon  | 391           | 363           | -28         | -7.16%        |
| Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz           | 202           | 11            | -191        | -94.55%       |
| Contrat Enfance et Jeunesse                                 | 1 429         | 1 264         | -165        | -11.55%       |
| Contrat de Ville  | 132           | 117           | -15         | -11.36%       |
| Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur   | 26            | 176           | 150         | ns            |
| <b>Totaux des principales subventions et participations</b> | <b>10 634</b> | <b>10 136</b> | <b>-498</b> | <b>-4.68%</b> |



Nous l'avons évoqué à de nombreuses reprises, les réductions de subventions opérées dans les années 2016 et 2017 ont été l'aboutissement d'un long travail réalisé avec les associations.

Ce travail se poursuit encore aujourd'hui et depuis 2017, le niveau des subventions a été maintenu pour répondre à un besoin.

### **La dette - les charges financières :**

Le travail sur la dette a été un enjeu majeur dès 2014 ; nous nous sommes ainsi engagés dans une politique volontariste dont les objectifs principaux étaient la réduction de son volume, la diminution de son coût et la désensibilisation de son exposition aux risques aléatoires des marchés financiers.

Force est de constater que les objectifs ciblés ont été atteints, le volume des charges financières net des produits ayant été réduit de plus de 50 % entre 2014 et 2020.

#### **La dette**

| Désignations   | 2014  | 2020  | Ecart     |          |
|--|-------|-------|-----------|----------|
|  |       |       | Montants  | %        |
| Volume de dette net fonds de soutien budget principal <b>en M€</b> | 89.41 | 81.40 | - 8.01    | - 8.96%  |
| Coût moyen dette <b>en %</b>                                       | 5.24  | 2.50  |           | - 52.29% |
| Part hors charte <b>en M€</b>                                      | 18.19 | 5.11  | -13.08 M€ | - 71.91% |
| Ratio de désendettement dette brute <b>en années</b>               | 21.7  | 10.7  | -11       | -50.69%  |
| Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement <b>en %</b>  | 132   | 119   | -13       | -9.85%   |

Force est de constater que les objectifs principaux ciblés ont été atteints.

Le volume de la dette net du fonds de soutien a été réduit de plus de 8 Millions d'Euros.

Cette réduction s'inscrit dans une démarche engagée de réduction de la part relative des emprunts dans le financement des investissements. Ces derniers ayant par ailleurs vu leurs volumes diminués sur les années 2016 et 2017, afin de les mettre en adéquation avec notre capacité de financement.

Il est à noter que le taux moyen de la dette a été réduit de plus de 50 %, ces résultats ayant été obtenus notamment grâce aux opérations réalisées sur la désensibilisation des emprunts dits « toxiques ».

Ces actions essentiellement réalisées entre 2014 et 2020 ont permis à la Ville de diminuer la dette hors charte de plus de 18 M€ à fin 2014, à 5.11 M€ au 31 décembre 2020.

Ces produits ne constituent désormais plus que 5.67 % de notre encours de dette en 2020, alors qu'ils représentaient plus de 20 % en 2014.

## Les charges financières

| Montants en K€             | 2014  | 2020  | Ecart    |         |
|----------------------------|-------|-------|----------|---------|
|                            |       |       | Montants | %       |
| Charges financières brutes | 4 739 | 2 921 | -1 818   | -38.36% |
| Produits des swaps         | -429  | -97   | -332     | -77.39% |
| Dettes récupérables        | -156  | -102  | -54      | -34.62% |
| Fonds de soutien           |       | -622  | +622     | ns      |
| Charges financières nettes | 4 154 | 2 100 | -2 054   | -49.45% |

Ces résultats obtenus contribuent largement à la restauration de notre épargne.

## L'épargne brute – capacité d'autofinancement :

Dépenses et recettes réelles de fonctionnement retraitées des résultats des budgets annexes transférés à la Communauté d'Agglomération pour 3 365 K€

| Montants en K€  | 2014   | 2020   | Variation |         |
|---|--------|--------|-----------|---------|
|   |        |        | Montant   | %       |
| Recettes réelles de fonctionnement                      | 67 459 | 68 402 | 943       | 1.38%   |
| Dépenses réelles de fonctionnement                      | 63 336 | 59 996 | -3 340    | -5.57 % |
| Epargne brute ou CAF brute, cessions foncières incluses | 4 123  | 8 406  | 4 283     | 103,88% |

Dans l'article 29 de la loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2018 à 2020, traitant notamment du ratio de désendettement, le législateur a retenu un calcul simple de l'épargne brute en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions. Cette définition a donc été retenue.

L'épargne brute a été restaurée d'environ 104 % entre 2014 et 2020.



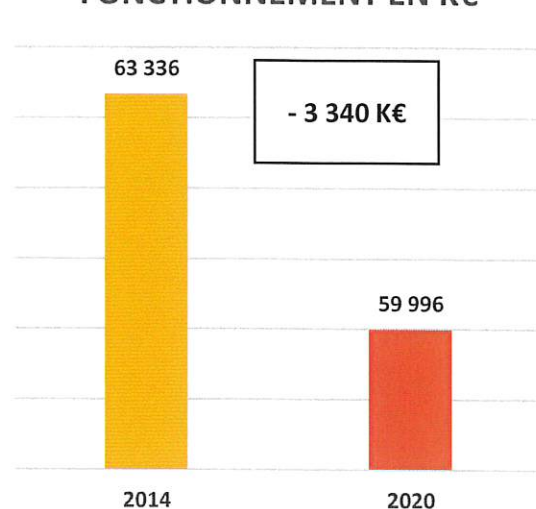
## BILAN 2014 2020

### UNE AMELIORATION SIGNIFICATIVE DES RATIOS FINANCIERS

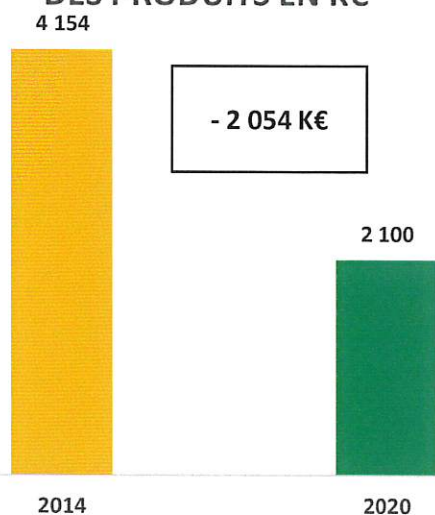
#### RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT EN K€



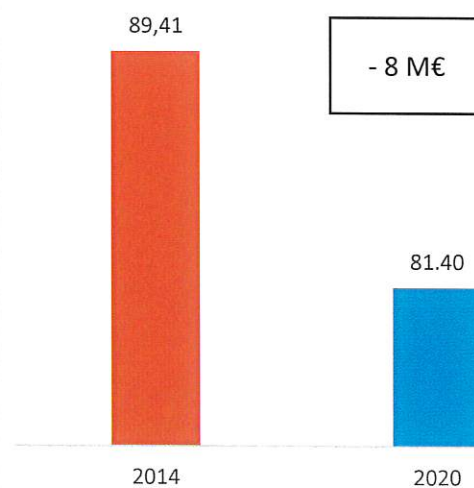
#### DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT EN K€



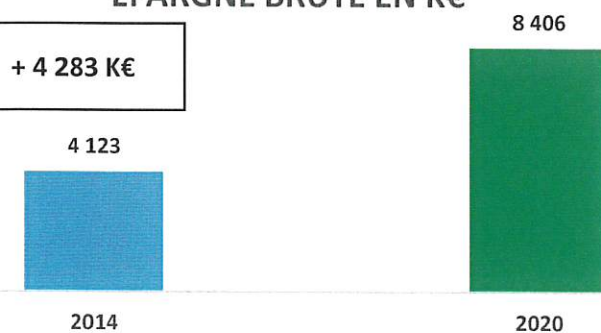
#### CHARGES FINANCIERES NETTES DES PRODUITS EN K€



#### ENDETTEMENT EN M€



#### EPARGNE BRUTE EN K€



## L'investissement :

2014 a été le point de départ d'une période de réduction volontaire des investissements, en raison même des constats de structure financière effectués par la commune.

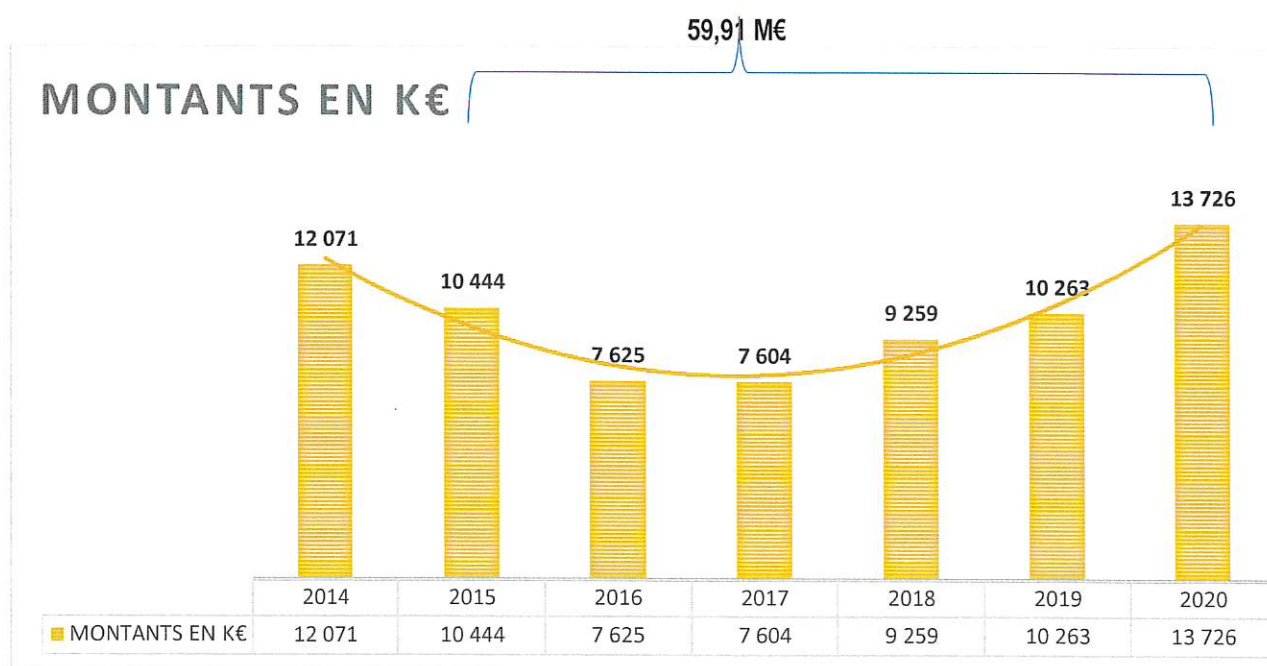
Ainsi les volumes ont été fortement réduits (près de 37 % entre 2014 et 2017).

Cette stratégie était gage d'une réduction de nos appels aux financements bancaires, de façon à réduire d'autant plus fortement notre niveau d'endettement.

En revanche, dès 2018 la courbe s'inverse par une politique de nouveau dynamique et volontariste de nos investissements, conséquence logique d'un niveau d'épargne restauré.

Autrement dit, les volumes de nos investissements ont été déterminés par nos niveaux d'épargne dégagés par la section de fonctionnement.

### Dépenses d'équipement en M€ :



Le point culminant de notre investissement s'est traduit en 2020 par un niveau proche des 14 M€ dans un contexte sanitaire particulièrement contraint et incertain ; cet élément traduit une vraie volonté d'accompagner notre tissu économique local dans une période difficile.

### Emprunts en M€ :

En 2014 près de 80 % de nos dépenses d'investissement étaient financées par emprunt (9,58 M€ mobilisés pour 12,07 M€ d'investissement).

Si nous reproduisons ce calcul sur la période 2015 à 2020, ce pourcentage est réduit à 52 % (31,20 M€ mobilisés pour 59,91 M€ d'investissement).

Les résultats sont donc très positifs et significatifs d'une forte amélioration de la santé financière de la commune.

Pour 2015, les opérations réalisées dans le cadre de la transaction SFIL n'étant pas destinées à financer l'investissement, elles ont donc été neutralisées. En revanche, celles liées au PPP éclairage public ont été comptabilisées (2,5 en 2015).

▪ **Le financement propre réel de l'investissement :**

| (en M€)   | 2014          | 2020          | Variation    |                |
|---|---------------|---------------|--------------|----------------|
|   |               |               | Montant      | %              |
| <b>Financement propre réel</b>                            |               |               |              |                |
| Epargne Brute ou CAF Brute, cessions foncières incluses   | 4 123         | 8 406         | 4 283        | 103.88%        |
| Amortissements financiers de la dette                     | 7 394         | 8 776*        | 1 382        | 18.69%         |
| <b>Epargne nette ou disponible</b>                        | <b>-3 271</b> | <b>-370</b>   | <b>2 901</b> | <b>88,69 %</b> |
| TLE et Taxe d'aménagement                                 | 428           | 827           | 399          | 93,22%         |
| FCTVA   | 1 192         | 1 581         | 389          | 32.63%         |
| Subventions reçues  | 2.864         | 2 962         | 98           | 3.42%          |
| Autres recettes (y.c. dette récupérable)                  | 296           | 284           | - 12         | -4,05%         |
| <b>Autres recettes hors emprunt</b>                       | <b>4 780</b>  | <b>5 654</b>  | <b>874</b>   | <b>18.28%</b>  |
| <b>Financement disponible</b>                             | <b>1 509</b>  | <b>5 284</b>  | <b>3 775</b> | <b>250.17%</b> |
| Dépenses d'équipement                                     | 12 072        | 13 726        | 1 654        | 13.70%         |
| <b>Financement disponible / Dépenses d'équipement (%)</b> | <b>12.50%</b> | <b>38.50%</b> |              |                |

En 2020, le remboursement en capital est majoré d'un remboursement anticipé de 0,7 M€ effectué sur notre convention CT/MT Crédit Agricole ; ce montant n'a pas été neutralisé dans le calcul de l'épargne nette, cette dernière devient ainsi négative par la réalisation de cette opération.

L'évolution du financement disponible est importante, elle traduit d'une part l'amélioration significative de notre épargne et d'autre part l'amélioration de notre niveau de recette en investissement.

Ainsi, alors qu'en 2014 près de 80 % de nos investissements étaient financés par emprunt, moins de 52 % l'ont été en 2020.

## **B) COMPTE ADMINISTRATIF 2021 – LA VILLE OBTIENT UN NIVEAU D'EPARGNE JAMAIS ATTEINT ET POURSUIT SON DESENDETTEMENT TOUT EN MAINTENANT UN VOLUME D'INVESTISSEMENT SOUTENU**

La pandémie de Covid-19 et ses conséquences ont pesé lourdement sur les finances publiques et la plupart des secteurs d'activités.

Néanmoins, même si la crise sanitaire a conduit à une augmentation vertigineuse de la dette et du déficit publics, elle n'a pas atteint de manière identique les administrations publiques.

En l'occurrence, les collectivités territoriales sont les acteurs publics qui ont le mieux résisté à la crise, la Cour des Comptes soulignant ainsi que les finances locales ont été largement moins affectées que les comptes de l'Etat et de la sécurité sociale.

En effet, elles ont pu bénéficier de mesures exceptionnelles de l'Etat mais surtout de stabilité de leur produit fiscal local.

Parmi les collectivités locales, les communes ont été les moins touchées.

Cette analyse doit toutefois être pondérée entre les villes centres, comme la Ville de Grasse, qui ont dû faire face à des dépenses sanitaires exceptionnelles et les cités à forte identité touristique privées de revenus pendant les périodes de confinement.

Ainsi, la Ville a dû faire face aux dépenses liées à la mise en place d'un centre de vaccination, qui a des conséquences extrêmement importantes en termes de coût financier (environ 400 K€ entre les dépenses et les pertes de recettes potentielles), impliquant des efforts d'autant plus importants en matière de charges de gestion.

Il est notable par ailleurs que seules les dépenses de personnel ont été prises en compte dans le remboursement opéré par l'Etat pour la mise en place du centre de vaccination, ces dernières représentant environ 1/3 de la charge pour la Ville.

En ce qui concerne les recettes liées à la fréquentation touristique, nous l'avons évoqué à de maintes reprises la Ville de Grasse est encore pénalisée par une part relativement faible de recettes liées à l'activité, elle n'a donc pas trop été impactée par les périodes de confinement, si ce n'est peut-être sur le stationnement de surface avec l'effet cumulé de la mise en place d'une gratuité et de la baisse de fréquentation par rapport à 2019 (- 226 K€).

Dans les très bonnes nouvelles, il convient d'évoquer la dynamique de nos recettes liées aux droits de mutation et de taxe d'aménagement.

En effet, même si cette tendance se reflète au niveau national par une évolution au-delà des 15 % de ce poste de recettes par rapport à 2020 qui était déjà une excellente année, les résultats obtenus par la Ville de Grasse dépassent toutes nos prévisions (+ de 28 % par rapport à 2020 représentant un volume supplémentaire d'environ 1 026 K€).

Cet élément est révélateur d'une ville encore attractive en termes de qualité de vie, avec des tarifs de l'immobilier concurrentiels par rapport à certaines villes du département.

Nous retrouvons cette dynamique sur la taxe d'aménagement avec une hausse substantielle de son produit + 74 % par rapport à 2020, équivalente à un supplément de recettes de 613 K€.

Il est nécessaire par ailleurs de mettre en évidence également l'impact financier des mesures prises par la Ville (environ 72 K€), destinées au soutien du tissu économique local (exonérations des redevances, loyers, occupation du domaine public) qui ont pesé sur les niveaux de nos recettes.

Enfin, il convient également de souligner le maintien de nos investissements à un volume élevé (au-delà des 12 732 K€), qui s'inscrit dans la continuité de notre politique volontariste depuis 2018 en termes de dépenses d'équipement.



**Les recettes de fonctionnement :**

|   |               |               | Ecart        |               |
|---|---------------|---------------|--------------|---------------|
|   | 2020          | Prev 2021     | Montants     | %             |
| <b>Principales recettes...</b>              |               |               |              |               |
| Produits contributions directes             | 33 484        | 34 253        | 769          | 2,30%         |
| Attribution de compensation                 | 15 164        | 14 513        | -651         | -4,29%        |
| Droits de mutation                          | 3 589         | 4 615         | 1 026        | 28,59%        |
| Taxe sur l'électricité                      | 1 149         | 1 244         | 95           | 8,27%         |
| <b>Total impôts et taxes</b>                | <b>54 088</b> | <b>55 410</b> | <b>1 322</b> | <b>2,44%</b>  |
| <b>Principales recettes...</b>              |               |               |              |               |
| Dotation forfaitaire                        | 4 335         | 4 071         | -264         | -6,09%        |
| Dotation Nationale de Péréquation           | 672           | 613           | -59          | -8,78%        |
| Participations de fonctionnement            | 2 016         | 1 940         | -76          | -3,77%        |
| Compensations fiscales                      | 1 747         | 1 416         | -331         | -18,95%       |
| <b>Total Dotations</b>                      | <b>9 132</b>  | <b>8 444</b>  | <b>-688</b>  | <b>-7,53%</b> |
| Produits des loyers et redevances           | 1 037         | 1 014         | -23          | -2,22%        |
| Remboursements sur charges de personnel     | 375           | 322           | -53          | -14,13%       |
| Produits des services                       | 1 588         | 2 057         | 469          | 29,53%        |
| Produits financiers                         | 821           | 815           | -6           | -0,73%        |
| Produits exceptionnels y compris provisions | 1 361         | 1 752         | 391          | +28,73%       |
| <b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>68 402</b> | <b>69 814</b> | <b>1 412</b> | <b>2,06 %</b> |

## Les ressources fiscales propres :

### Taxe d'habitation sur les résidences principales

Cette année 2021 a été marquée par la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes (attribution de compensation taxe d'habitation) pour les communes.

En compensation de la suppression de la Taxe d'Habitation, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties ; la commune étant sous-compensée, un complément lui est attribuée par l'application d'un coefficient correcteur.

|  | 2020              | 2021              |
|--|-------------------|-------------------|
| Produit Taxe d'habitation sur les résidences principales                 | 13 925 602        |                   |
| Compensation Taxe Habitation   | 1 688 758         |                   |
| Produit Foncier bâti département   |                   | 8 504 387         |
| Compensation réforme foncier bâti locaux industriels part départementale |                   | 466 172           |
| Coefficient correcteur   |                   | 6 937 722         |
| <b>Total produit perçu</b>   | <b>15 614 360</b> | <b>15 908 281</b> |

Nous notons que la commune n'est pas pénalisée en terme de produit sur 2021, néanmoins une attention toute particulière doit être apportée à l'évolution du coefficient correcteur.

### Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Au contraire de la taxe d'habitation sur les résidences principales supprimée par la réforme fiscale, celle concernant les résidences secondaires continue d'être perçue par les communes, son évolution est donc particulièrement suivie.

A ce titre, des enquêtes ont d'ailleurs été diligentées sur le terrain pour la mise à jour des locaux vacants classés en résidences secondaires.

Force est de constater que le taux de vacance reste encore anormalement élevé et que ce travail reste donc nécessaire.

En effet, dans les derniers éléments qui viennent de nous parvenir concernant l'année 2020, la vacance des locaux d'habitation représente près de 13 %, soit une proportion extrêmement importante de deux à trois fois supérieure aux moyennes constatées au niveau national.

Par ailleurs, la commune se trouvant en zone de marché tendu, le Conseil Municipal ne peut pas instituer la taxation des locaux vacants depuis plus de deux ans qui lui permettrait de retrouver un produit supplémentaire conséquent, dans ce sens l'optimisation des bases reste la seule et unique solution pour dynamiser ces ressources.



### Evolution bases fiscales taxe d'habitation résidences secondaires

| Années | Base résidences secondaires | Evolution bases | Produit résidences secondaires | Produit résidences secondaires/ résidences principales |
|--------|-----------------------------|-----------------|--------------------------------|--|
| 2016   | 12 046 858                  |                 | 2 643 567                      | 17.50%   |
| 2017   | 12 330 092                  | 2.35%           | 2 700 119                      | 17.61 %  |
| 2018   | 12 820 819                  | 3.98%           | 2 817 166                      | 17.96 %  |
| 2019   | 13 063 254                  | 1.89%           | 2 870 059                      | 17.73%   |
| 2020   | 13 385 031                  | 3.17%           | 2 937 377                      | 17.84%   |
| 2021   | 13 576 939                  | 1.43%           | 2 963 303                      |  |

Le produit des taxes d'habitation sur les résidences secondaires représente près de 3 000 K€ par an.

Il est intéressant par ailleurs de noter qu'en part relative, avant la réforme fiscale les résidences secondaires généraient 17,84 % du produit total taxe d'habitation, alors qu'elles représentent 8,51 % des articles, ce qui démontre leur importance.

### Taxe Foncière sur le Bâti

Nous l'avons évoqué dans le cadre de la réforme fiscale concernant la taxe d'habitation, la commune récupère désormais le taux du foncier bâti du département (10,62 %).

Il convient également de faire le lien avec la réforme concernant la valeur locative des locaux industriels.

En effet, l'article 4 de la Loi de Finances pour 2021 met en œuvre une réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels. Ainsi, cette réduction se traduira par une réduction équivalente des cotisations de taxe foncière pour ces locaux.

Ainsi sur 2021, la valeur locative des bases nettes imposées de foncier bâti représente 80 078 974 alors qu'elle représentait 83 400 595 en 2020, dont la répartition est la suivante :

| Année 2021                                  | Bases nettes TFB | Part relative    |
|---|------------------|------------------|
| Locaux d'habitation ordinaire               | 58 188 624       | 72,66%           |
| Locaux d'habitation à caractère ordinaire   | 1 722 715        | 2,15%            |
| Locaux d'habitation soumis à la loi de 1948 | 1 377            | non significatif |
| Autres locaux passibles de la TH            | 482 032          | 0,60%            |
| Locaux à usage professionnel et commercial  | 15 276 368       | 19,08%           |
| Etablissements industriels et assimilés     | 4 407 858        | 5,50%            |
| Total bases nettes                          | 80 078 974       | 100,00%          |

C'est ainsi que la part relative des locaux concernée par la réforme représentait plus de 10 % des bases totales de foncier bâti (10,43 %) ; l'effet réforme se traduit par une baisse sensible des valeurs locatives équivalente à la baisse des bases sur les locaux industriels (8 696 678 en 2020 pour 4 407 858 en 2021).

Il convient donc de ne pas interpréter cette baisse relative des bases par un appauvrissement de la commune, mais par l'impact de la réforme sur la valeur locative des locaux industriels.

#### **Bases nettes foncier bâti**

| Années | Bases nettes TFB | Evolution bases n-1 |
|--------|------------------|---------------------|
| 2016   | 76 975 884       |                     |
| 2017   | 78 081 124       | 1,44%               |
| 2018   | 79 973 988       | 2,42%               |
| 2019   | 81 918 732       | 2,43%               |
| 2020   | 83 400 595       | 1,81%               |
| 2021   | 80 078 974       | -3,98%              |

L'Etat compense donc cette baisse de valeur locative par une dotation mise en place sur 2021 (dotation de compensation sur les locaux industriels).

|  | 2020              | 2021              |
|--|-------------------|-------------------|
| Produit Taxe sur le foncier bâti                       | 16 255 866        | 15 575 360        |
| Compensation réforme locaux industriels part communale |                   | 853 770           |
| <b>Total produit perçu</b>                             | <b>16 255 866</b> | <b>16 429 130</b> |

Comme sur la taxe d'habitation, il conviendra d'avoir une attention toute particulière sur la perte éventuelle de dynamisme de nos bases fiscales du foncier bâti.



## Taxe Foncière sur le non Bâti

| Années | Bases nettes TFB | Evolution bases n-1 |
|--------|------------------|---------------------|
| 2016   | 612 837          |                     |
| 2017   | 621 034          | 1,34%               |
| 2018   | 614 912          | -0,99%              |
| 2019   | 639 350          | 3,97%               |
| 2020   | 654 540          | 2,38%               |
| 2021   | 655 254          | 0.11%               |

Cette taxe est peu significative pour la Ville de Grasse ; il convient néanmoins de noter sa très faible évolution sur 2021.

### Evolution poste de fiscalité directe en K€

| 2014   | 2015   | 2016   | 2 017  | 2 018  | 2 019  | 2 020  | Prev. 2021 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------|
| 29 545 | 30 305 | 30 537 | 30 984 | 31 746 | 32 792 | 33 484 | 34 253     |
|        | 2,57%  | 0,77%  | 1,46%  | 2,46%  | 3,29%  | 2,11%  | 2,30 %     |

Les taux communaux ont été maintenus constants sur la période, **comme cela est le cas depuis 2008**.

L'évolution du produit fiscal est équivalente à celle de 2020 malgré la réforme fiscale.

### Autres postes de fiscalité :

**L'attribution de compensation**, qui a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources et de charges opérées de la commune vers la communauté d'agglomération, a été modifiée sur 2021.

En effet, la commission d'évaluation des transferts de charges s'étant réunie pour la compétence eaux pluviales, l'attribution de compensation est ainsi corrigée (- 651 K€ en 2021 par rapport à 2020).

| 2014   | 2015   | 2016   | 2 017  | 2 018  | 2 019  | 2 020  | Prev. 2021 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------|
| 15 639 | 15 639 | 15 577 | 15 173 | 15 173 | 15 164 | 15 164 | 14 513     |
|        | 0,00%  | -0,40% | -2,59% | 0,00%  | -0,06% | 0,00%  | -4,29%     |

**Pour les droits de mutation à titre onéreux**, l'année 2021 a été exceptionnelle en terme de réalisation avec un niveau de recette jamais atteint autour des **4 615 K€**, alors que jusque-là le niveau de recette le plus élevé atteint était de **3 589 K€ d'euros** (année 2020).

La commune bénéficie donc d'un très important regain d'attractivité eu égard aux volumes de transactions immobilières constatés.

| 2014  | 2015   | 2016  | 2 017 | 2 018  | 2 019 | 2 020 | Prev 2021 |
|-------|--------|-------|-------|--------|-------|-------|-----------|
| 2 113 | 2 412  | 2 580 | 2 714 | 3 152  | 3 450 | 3 589 | 4 615     |
|       | 14,15% | 6,97% | 5,19% | 16,14% | 9,45% | 4,03% | 28,59%    |

## Dotations :

Nous le constatons depuis de nombreuses années, le poste de dotation est sans cesse en diminution, le poste le plus touché étant celui de la dotation globale de fonctionnement.

2021 ne déroge pas à la règle et aura été marquée par une baisse importante, dont la raison principale est la perte de population INSEE recensée.

La commune relève que cette baisse de population ne semble pas en adéquation avec la réalité, eu égard aussi aux volumes de transactions immobilières qui ne cessent de progresser tous les ans.

Dans ce sens elle souhaite rencontrer les services de l'Etat et en l'occurrence l'INSEE, pour obtenir des éléments d'explication sur le sujet.

## Evolution Dotation Globale de Fonctionnement

| 2014  | 2015    | 2016    | 2 017   | 2 018  | 2 019  | 2 020  | 2 021  |
|-------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|
| 9 715 | 8 318   | 6 872   | 5 924   | 5 815  | 5 474  | 5 007  | 4 684  |
|       | -14.38% | -17,38% | -13,80% | -1,84% | -5,86% | -8,53% | -6,45% |

Dans les bonnes nouvelles : la légère augmentation de activité constatée par rapport à 2020, qui se concrétise par une revalorisation des produits des services (+ 469 K€), les améliorations les plus significatives étant liées aux produits de stationnement, aux redevances à caractère culturel et à la reprise des activités extra-scolaires

Enfin, il est important de rappeler le détail des cessions foncières réalisées sur 2021.

Ainsi, alors que 390 K€ avaient été prévus au budget primitif 2020, 244 K€ ont été réalisés :

- Appartement 10 rue des Moulinets 30 K€;
- Appartement 19 rue Paul Goby 50 K€ ;
- Terrain hôtel des Parfums 90 K€ ;
- Terrain quartier Bon Marché 60 K€ ;
- Divers véhicules pour 14 K€.



## Les dépenses de fonctionnement :

|   |               |               | Ecart     |              |
|---|---------------|---------------|-----------|--------------|
|   | 2020          | Prev 2021     | Montant   | %            |
| Charges à caractère général               | 10 359        | 10 750        | 391       | +3,77%       |
| Charges de personnel                      | 34 416        | 34 540        | 124       | 0,36%        |
| Atténuations de produits                  | 1 148         | 681           | -467      | -40,68%      |
| Autres charges de gestion courante        | 10 744        | 10 650        | -94       | -0,87%       |
| Charges financières                       | 2 921         | 2 439         | - 482     | -16,50%      |
| Charges exceptionnelles dont provisions   | 408*          | 1 030         | 622       | 152,45%      |
| <b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>59 996</b> | <b>60 090</b> | <b>94</b> | <b>0,16%</b> |

\*le transfert des résultats des budgets annexes soit 3 365 K€ à la CAPG est neutralisé.

Le volume global des dépenses réelles de fonctionnement est parfaitement maintenu par rapport à 2020.

Ces dépenses ont pu être contenues, malgré la reprise complète d'activité des services municipaux et la prise en charge du centre de vaccination.

Cette maîtrise globale des charges de gestion nous permettra de dégager un résultat bien supérieur à celui prévu au budget primitif 2021.

### Les charges à caractère général - fonctionnement des services :

Nous l'avons évoqué précédemment, à la différence de 2020, les services municipaux ont connu une année pleine en termes d'activité.

Cette reprise se traduit par une augmentation relative du poste (+ 3.77 %).

Il convient néanmoins de relativiser cette augmentation, si on la compare aux niveaux de consommations de 2014 (12 704 K€).

### Charges à caractère général en K€:

| 2014   | 2015    | 2016   | 2 017  | 2 018  | 2 019  | 2 020  | Prev 2021 |
|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| 12 704 | 11 234  | 11 126 | 10 510 | 10 327 | 10 671 | 10 359 | 10 750    |
|        | -11,57% | -0,96% | -5,54% | -1,74% | 3,33%  | -2,92% | 3,77%     |

### Les charges de personnel :

L'évolution du personnel est toujours contenue, 0,36 % entre 2021 et 2020.

Ce maintien s'explique d'une part par une optimisation de notre politique de recrutement en adéquation avec les départs à la retraite et une politique de mobilité interne systématiquement privilégiée.

### **Charges de personnel en K€**

| 2014   | 2015   | 2016   | 2 017  | 2 018  | 2 019  | 2 020  | Prev 2021 |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| 34 157 | 33 599 | 33 579 | 34 165 | 34 012 | 34 556 | 34 416 | 34 540    |
|        | -1,63% | -0,06% | 1,75%  | -0,45% | 1,60%  | -0,41% | 0,36%     |

### Les subventions de fonctionnement :

| Détail des principaux postes de dépenses<br>(Montants en K€) | 2020          | Prev<br>2021  | Ecart<br>2021/2020 |
|--|---------------|---------------|--------------------|
| <b>Dépenses</b>  |               |               |                    |
| Subventions aux associations                                 | 1 618         | 1 552         | - 66               |
| Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours              | 3 156         | 3 156         | -                  |
| Centre Communal d'Action Sociale                             | 3 375         | 3 400         | 25                 |
| Caisse des Ecoles et Réussite Educative                      | 56            | 60            | 4                  |
| OGEF Fénelon   | 363           | 362           | -1                 |
| Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz            | 11            | 11            | -                  |
| Contrat Enfance et Jeunesse                                  | 1 264         | 1 214         | -50                |
| Contrat de Ville   | 117           | 116           | -1                 |
| Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur    | 176           | 152           | -24                |
| <b>Totaux des principales subventions et participations</b>  | <b>10 136</b> | <b>10 023</b> | <b>-87</b>         |

Les enveloppes de subventions ont été maintenues par solidarité avec le tissu associatif.

Nous ne constatons pas d'évolution notable entre 2021 et 2020.

Il convient néanmoins d'évoquer les participations pour les enfants scolarisés dans d'autres communes ; les régularisations des conventions ayant été clôturées, l'enveloppe financière consacrée est désormais en correspondance avec l'année scolaire.



## Ratios de gestion 2014, 2020 et 2021 :

Alors que nos dépenses sont maintenues, le niveau de nos recettes progresse et les ratios de gestion s'améliorent de nouveau.

L'épargne brute atteint plus de 9,5 millions d'euros, ce qui constitue le meilleur résultat obtenu.

Avec la baisse continue de l'encours de dette, le ratio de désendettement de dette brute descend pour la première fois en deçà des 10 ans.

| Détail des principaux postes<br>(Montants en K€)                  | 2014    | 2020     | 2021           |
|---|---------|----------|----------------|
| Charges de gestion  | 58 134  | 56 667   | <b>56 621</b>  |
| Produits de gestion   | 66 687  | 66 220   | <b>67 247</b>  |
| <b>Excédent brut de Fonctionnement</b>                            | 8 553   | 9 553    | <b>10 626</b>  |
| <b>EBF / Produits de gestion</b>                                  | 12.83%  | 14.43%   | <b>15.80%</b>  |
| Solde Produits - Charges Financières                              | - 4 154 | - 2 100  | <b>-1 624</b>  |
| <b>EPARGNE BRUTE OU CAF BRUTE Y.C. CESSIONS FONCIERES</b>         | 4 123   | 8 406    | <b>9 724</b>   |
| <b>CAF BRUTE / Produits de gestion</b>                            | 6.18%   | 12.69%   | <b>14.46%</b>  |
| <b>Capacité de désendettement dette brute</b>                     | 21.7ans | 10.7 ans | <b>9.0 ans</b> |
| <b>Capacité de désendettement dette nette du fonds de soutien</b> | 21.7ans | 9.7 ans  | <b>8.2 ans</b> |

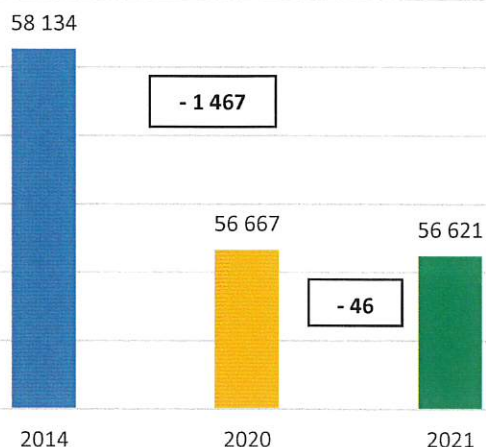
Les charges de gestion ayant été globalement largement maîtrisées (- 0,08 %), les produits de gestion connaissent une belle dynamique sur 2021 (+ 1,55 %).

**L'épargne brute ayant été majorée d'environ 15.7 % par rapport à 2020, ce qui est considérable.**

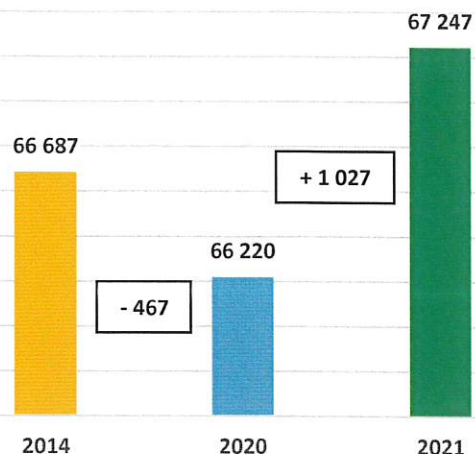
Par ailleurs il n'est pas inutile de rappeler que les charges financières poursuivent leur décroissance.

## EVOLUTIONS RATIOS DE GESTION 2014 – 2020 - 2021

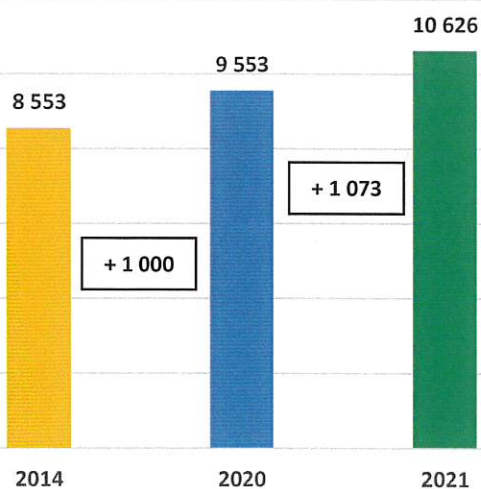
### CHARGES DE GESTION EN K€



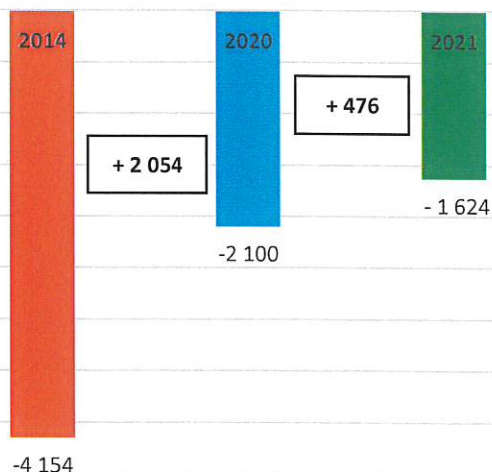
### PRODUITS DE GESTION EN K€



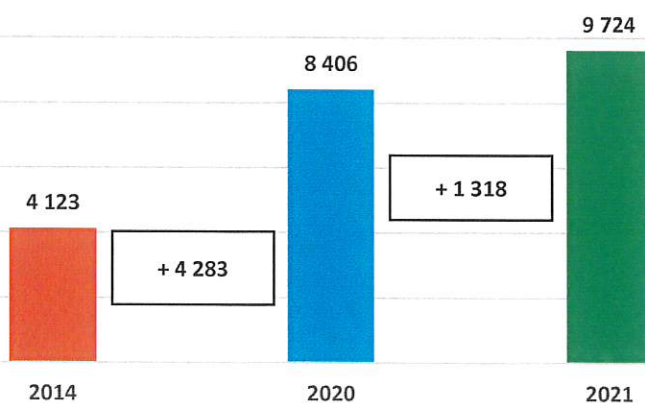
### EXCEDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT EN K€



### SOLDE PRODUITS - CHARGES FINANCIERES EN K€



### EPARGNE BRUTE EN K€



## Les dépenses d'investissement :

En ce qui concerne l'investissement, l'année 2021 reste dans la lignée de notre politique volontariste enclenchée dès 2018.

Le niveau de nos investissements reste à un niveau élevé, conséquence directe d'un niveau d'épargne encore amélioré sur 2021.

Ainsi, les réalisations en termes d'équipement atteindront un volume au-delà des 12 731 K€, si nous tenons compte des opérations de délégation de maîtrise d'ouvrage (opérations qui ont été également intégrées au compte administratif 2020).

### Dépenses d'équipement

| 2014   | 2015   | 2016  | 2 017 | 2 018 | 2 019  | 2 020  | Prev 2021 |
|--------|--------|-------|-------|-------|--------|--------|-----------|
| 12 071 | 10 444 | 7 625 | 7 604 | 9 259 | 10 263 | 13 837 | 12 731    |

Il est très intéressant de relever également les taux de réalisation soit près de 80 % des crédits inscrits, ce qui prouve l'objectivité des crédits inscrits par rapport au programme d'investissement.

Les principales réalisations marquantes sur 2021 sont :

#### En termes d'équipements :

Le renouvellement du parc automobile, le plan multimédia dans les écoles, le renouvellement partiel du parc informatique, le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en matériels techniques pour les services.

#### En terme de superstructures :

Le début des travaux sur l'Hôtel de Ville, les travaux de restauration du bâtiment de la bourse du travail, les aménagements opérés dans le cadre du futur campus universitaire multi-sites, la fin de l'extension de l'école de Saint Mathieu, la poursuite du plan de rénovation des chapelles.

Viennent ensuite les travaux de gros entretien dans les écoles, dans les crèches et sur les bâtiments communaux.

Les travaux de mise en conformité des normes sécurité et incendie dans les bâtiments.

#### En termes d'infrastructures :

La réqualification du boulevard Carnot et les travaux de gros entretien et de renouvellement de voirie, la réfection des murs de soutènement.

Les ouvrages réalisés sur les réseaux d'éclairage.

#### En termes de renouvellement urbain :

Les travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier, de Vercueil et Maurel, la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

L'annuité en capital de la dette hors remboursement anticipé a représenté 8 005 K€, la Ville poursuivant ainsi son rythme élevé de remboursement, ce qui lui permet de constater un désendettement tous les ans.

Dans les autres dépenses, il convient également d'évoquer le transfert de l'emprunt destiné au financement du campus du palais de justice pour la partie déléguée, 457 K€.

Les bons résultats obtenus nous permettent de reconstituer le report à nouveau pour 1 756 K€.

Enfin, un choix de gestion a été opéré en priorisant le désendettement par la réalisation du remboursement d'un emprunt par anticipation pour 2 000 K€.



## Les recettes d'investissement :

En recettes, les subventions d'équipement, qui se caractérisent principalement par les participations de nos partenaires institutionnels, culminent à 3 965 K€, niveau que nous n'avions plus atteint depuis 2015.

| 2014  | 2015  | 2016  | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 | Prev 2021 |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| 2 864 | 4 680 | 2 614 | 1 268 | 2 440 | 2 696 | 2 962 | 3 965     |

Une cellule spécialement dédiée ayant été mise en place en interne pour la recherche et l'encaissement des subventions, leur volume a de nouveau progressé.

Ce niveau de produit peut s'expliquer également par le versement du solde de subventions sur les opérations de grande envergure (Médiathèque, places de la Médiathèque, groupe scolaire de Saint Mathieu et intempéries...).

Pour le FCTVA et les taxes d'urbanisme, il convient de relever celle liée à la taxe d'aménagement, qui a connu cette année une progression exceptionnelle.

Cette dynamique confirme nos commentaires précédents quant à un regain d'attractivité de la Ville (+74,24%).

## Le financement de l'investissement 2021 s'établit ainsi (montants en K€) :

| F en K€   | 2021           |
|---|----------------|
| Epargne brute (recettes réelles – dépenses réelles de fonctionnement) | <b>9 724</b>   |
| FCTVA, taxes d'urbanisme et dons                                      | 3 125          |
| Créances nettes   | 283            |
| Subventions d'équipement et amendes de police                         | 3 965          |
| Recettes liées aux délégations de maîtrise d'ouvrage                  | 552            |
| Amortissement capital de dette  | <b>- 8 005</b> |
| Remboursement anticipé emprunt  | <b>-2 000</b>  |
| <b>FINANCEMENT DISPONIBLE INVESTISSEMENT</b>                          | <b>7 644</b>   |



Le niveau d'épargne, soit 9 724 K€, nous permettait de couvrir le remboursement en capital de 8 005 K€ avant remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé d'un emprunt permet à la Ville de se désendetter d'environ 2 500 K€ sur 2021, dont 2 000 K€ proviennent du choix de gestion évoqué précédemment.

Après les opérations de désensibilisation réalisées en 2015, l'encours de dette de la Ville représentait 101 250 K€ au 31 décembre, alors qu'au 31 décembre 2021 il a été réduit à 87 610 K€ soit plus de 13 %.

Le redressement de la situation financière de la commune, qui se caractérise notamment par un niveau d'épargne largement revalorisé, fait que seuls 43 % des dépenses d'équipements y compris les opérations déléguées ont été financés par l'emprunt.

En effet, une fois le remboursement anticipé neutralisé, l'emprunt destiné à financer l'investissement ne représente plus que 5 500 K€.

L'équilibre de la section d'investissement du budget 2021 s'équilibre ainsi :

| DEPENSES  | Montants en K€ | RECETTES                           | Montants en K€ |
|---|----------------|------------------------------------|----------------|
|   |                |                                    |                |
| Dépenses d'équipement y compris délégations de maîtrise d'ouvrage | 10 507         | Epargne brute                      | 9 724          |
| Délégations de maîtrise d'ouvrage                                 | 2 224          | Emprunt financement investissement | 5 500          |
| Remboursement capital dette                                       | 8 005          | Désendetttement                    | 2 000          |
| Désendetttement   | 2 000          | Subventions d'équipement           | 3 965          |
| Divers charges  | 504            | Délégations de maîtrise d'ouvrage  | 552            |
| Fonds de roulement  | 1 909          | Périls                             | 222            |
| Périls  | 222            | FCTVA, taxes d'urbanisme           | 3 125          |
|   |                | Créances nettes                    | 283            |
| <b>TOTAL DEPENSES</b>   | <b>25 371</b>  | <b>TOTAL RECETTES</b>              | <b>25 371</b>  |

La Ville de Grasse poursuit sa politique d'investissement soutenue avec un niveau de dépenses d'équipement de 12 731 K€, les opérations déléguées par la Communauté d'agglomération incluses (campus Palais de Justice et abris de bus boulevard Carnot).

L'épargne brute couvre l'annuité en remboursement en capital de la dette (9 724 K€ d'épargne vs 8 005 remboursement en capital) ; néanmoins la Ville de Grasse ayant procédé à un remboursement anticipé d'un emprunt pour 2 000 K€, le ratio d'épargne nette est dégradé pour un montant équivalent.

Si nous neutralisons le remboursement anticipé réalisé, l'emprunt destiné à financer l'investissement représente 5 500 K€.

Pour le FCTVA et les taxes d'urbanisme, il convient de relever une nouvelle fois celle liée à la taxe d'aménagement, qui a connu cette année une progression exceptionnelle.

#### **Taxe locale équipement\*, taxe d'aménagement**

| 2014 | 2015   | 2016    | 2 017  | 2 018   | 2 019 | 2 020   | Prev 2021 |
|------|--------|---------|--------|---------|-------|---------|-----------|
| 428  | 515    | 459     | 764    | 270     | 280   | 827     | 1 441     |
|      | 20,33% | -10,87% | 66,45% | -64,66% | 3,70% | 195,36% | 74,24%    |

\*La taxe locale d'équipement a disparu au profit de la taxe d'aménagement.

Les résultats de 2021 sont exceptionnels pour la Ville avec des niveaux de ratios de gestion jamais obtenus jusqu'alors.

Nous pouvons expliquer ces résultats par une maîtrise globale des charges de gestion dans la lignée des démarches engagées depuis 2014.

Ainsi sur le compte administratif 2021, les charges de gestion seront inférieures à celles de 2014 pour environ 1 513 K€, alors que les produits de gestion auront progressé d'environ 560 K€ (malgré la perte d'un produit de DGF de 5 031 K€ si l'on compare 2014 à 2021).

L'épargne de gestion est ainsi améliorée de plus de 2 000 K€ entre 2014 et 2021, pour atteindre plus de 15,8 % des produits de gestion.

En ce qui concerne la dette, la Ville se félicite encore des opérations de désensibilisations réalisées depuis 2014, qui se caractérisent notamment par une réduction considérable de ses charges financières nettes des produits (- 60 % si l'on compare 2021 à 2014, représentant un volume de plus de 2 500 K€).

Il n'est pas inutile de rappeler qu'au 31 décembre 2014, la dette hors charte de la Ville représentait plus de 18 millions d'euros soit plus de 20 % de l'encours de dette, alors qu'au 31 décembre 2021 elle ne représente plus que 3,5 millions d'euros et 4 % de l'encours de dette.

Cet assainissement de la situation financière se poursuit également par le choix de gestion opéré sur 2021 en majorant de 2 millions d'euros le remboursement de la dette, pour améliorer le volume de désendettement de la Ville qui s'établira ainsi à 2,5 millions d'euros.



## C) STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

### SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2020

#### Budget principal en M€

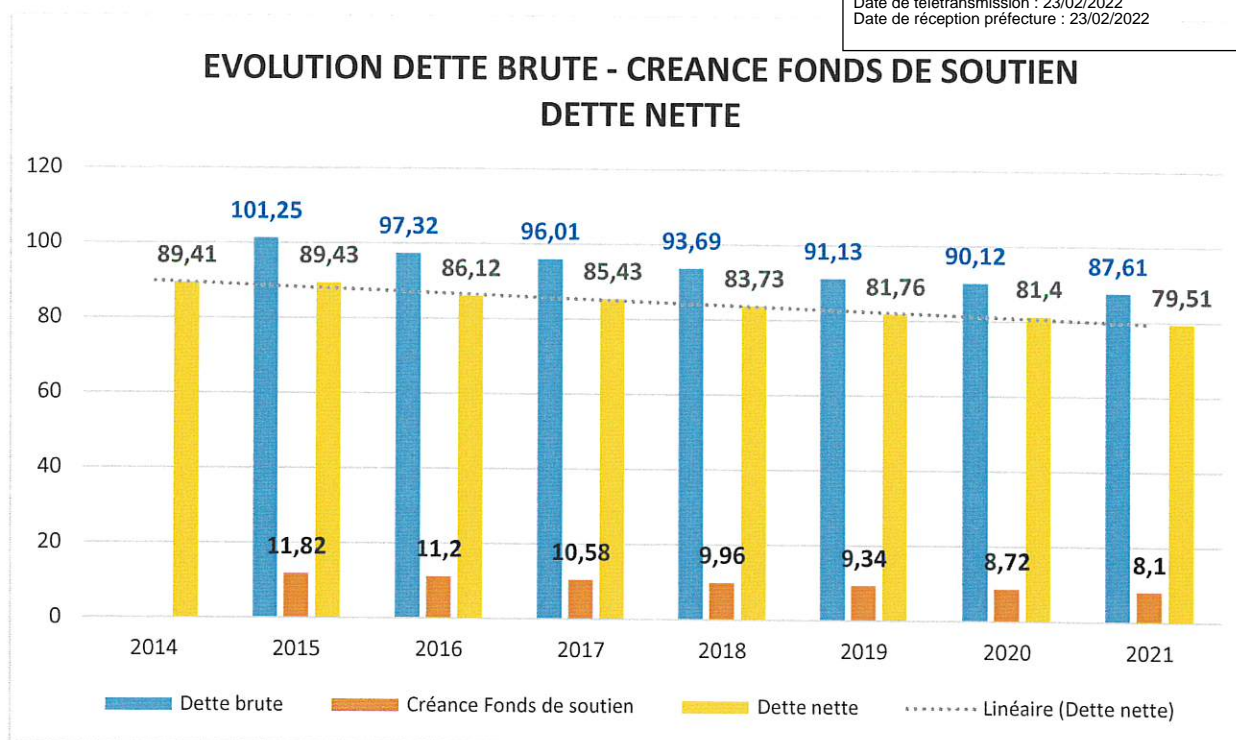
| (en M€)                        | 2014  | 2015 <sup>1</sup> | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|--------------------------------|-------|-------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Principal net fonds de soutien | 89.41 | 89.43             | 86.12        | 85.43        | 83.73        | 81.76        | 81.40        | 79.51        |
| <b>Variation</b>               |       | <b>+0.02</b>      | <b>-3.31</b> | <b>-0.69</b> | <b>-1.70</b> | <b>-1.97</b> | <b>-0.36</b> | <b>-1,89</b> |

#### **Commentaires sur l'évolution**

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit.
- 2021 est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros.

La dernière colonne montre les évolutions attendues en 2021, construites sur les anticipations arrêtées à ce jour.

<sup>1</sup> Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.



**Analyse des variations 2021 et prospective 2022 en M€**

| En M€                      | 2021  | 2022  |
|----------------------------|-------|-------|
| Emprunts nouveaux LMT      | +7,50 | + 6.5 |
| Amortissements             | -8,01 | - 8.5 |
| Remboursement tirage CT/MT | -2,0  |       |
| Variation dette brute      | -2,51 | -2.0  |
| Fonds de Soutien           | +0.62 | +0.62 |
| Variation dette nette      | -1,89 | -1.38 |

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 2,0 M€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

***Pour 2021 apparaissent très clairement :***

- Mobilisation de l'emprunt Société Générale souscrit en 2019 pour **5,0 M€** (Euribor 3 mois flooré + 0,62 marge) ;
- Un nouvel emprunt contracté auprès du Crédit Agricole pour **2,5 M€ (Taux fixe 0.73%)** ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€** ;
- Le remboursement d'un tirage effectué sur la convention court terme / moyen terme contractualisée avec le Crédit Agricole pour **2,0 M€**.

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.



Nous veillons à ce que systématiquement les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

En ce qui concerne le remboursement du tirage effectué sur la convention Crédit Agricole, souscrit en 2017 puis prorogé en 2022, il nous permet aujourd'hui de réduire le montant des emprunts mobilisés sans occasionner de coût financier supplémentaire.

## STRUCTURE DE LA DETTE au 31/12/2021 (budget principal)

### *Ventilations de la dette totale en M€*

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

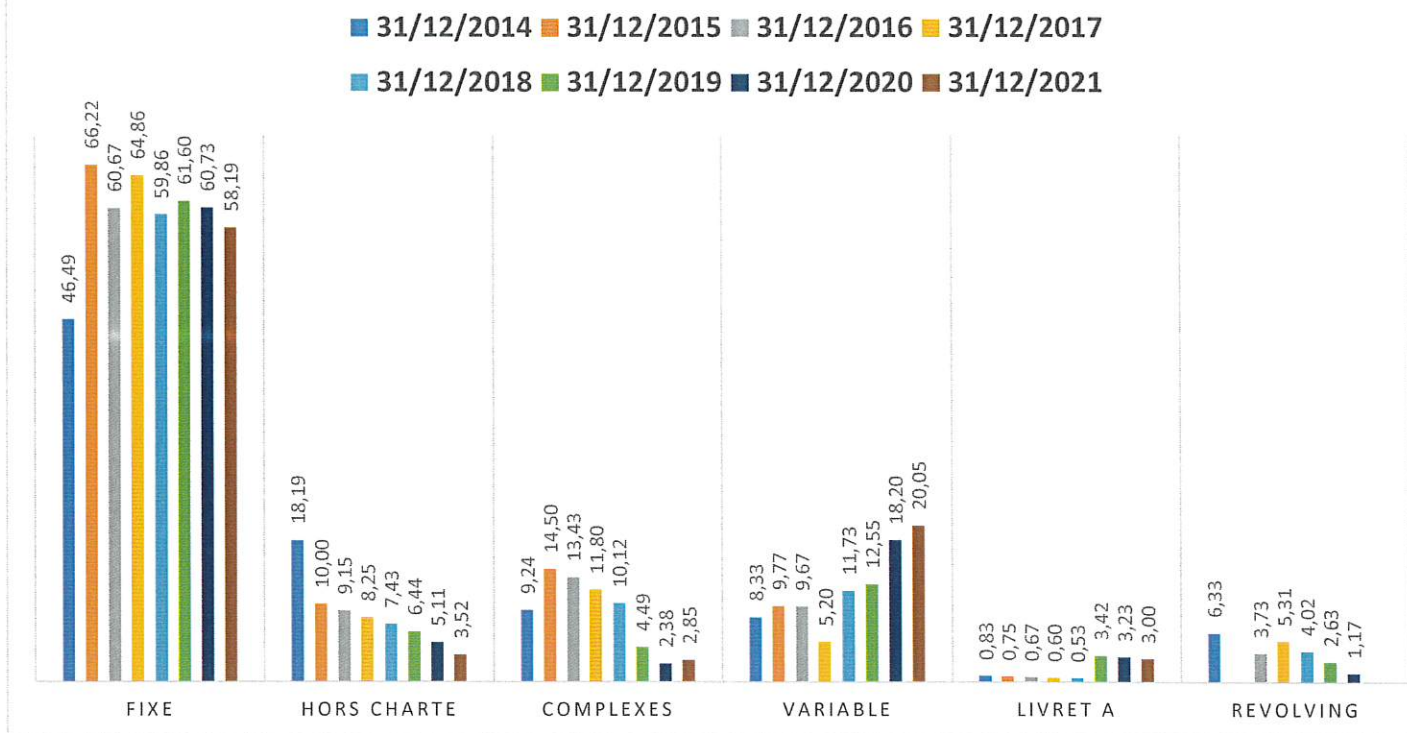
|             | 31/12/2014 |         | 31/12/2015 |         | 31/12/2016 |         | 31/12/2017 |         |
|-------------|------------|---------|------------|---------|------------|---------|------------|---------|
|             | M€         | %       | M€         | %       | M€         | %       | M€         | %       |
| Fixe        | 46,49      | 52,00%  | 66,22      | 65,41%  | 60,67      | 62,34%  | 64,86      | 67,55%  |
| Hors charte | 18,19      | 20,34%  | 10,00      | 9,88%   | 9,15       | 9,40%   | 8,25       | 8,59%   |
| Complexes   | 9,24       | 10,33%  | 14,50      | 14,32%  | 13,43      | 13,80%  | 11,80      | 12,29%  |
| Variable    | 8,33       | 9,32%   | 9,77       | 9,65%   | 9,67       | 9,94%   | 5,20       | 5,42%   |
| Livret A    | 0,83       | 0,93%   | 0,75       | 0,74%   | 0,67       | 0,69%   | 0,60       | 0,62%   |
| Revolving   | 6,33       | 7,08%   | 0          | 0,00%   | 3,73       | 3,83%   | 5,31       | 5,53%   |
|             | 89,41      | 100,00% | 101,25     | 100,00% | 97,32      | 100,00% | 96,01      | 100,00% |

|             | 31/12/2018 |         | 31/12/2019 |         | 31/12/2020 |         | 31/12/2021 |         |
|-------------|------------|---------|------------|---------|------------|---------|------------|---------|
|             | M€         | %       | M€         | %       | M€         | %       | M€         | %       |
| Fixe        | 59,86      | 63,89%  | 61,60      | 67,60%  | 60,73      | 67,39%  | 58,19      | 66,42%  |
| Hors charte | 7,43       | 7,93%   | 6,44       | 7,07%   | 5,11       | 5,67%   | 3,52       | 4,02%   |
| Complexes   | 10,12      | 10,80%  | 4,49       | 4,93%   | 2,38       | 2,64%   | 2,85       | 3,25%   |
| Variable    | 11,73      | 12,52%  | 12,55      | 13,77%  | 17,50      | 19,742% | 20,05      | 22,89%  |
| Livret A    | 0,53       | 0,57%   | 3,42       | 3,75%   | 3,23       | 3,56%   | 3,00       | 3,42%   |
| Revolving   | 4,02       | 4,29%   | 2,63       | 2,89%   | 1,17       | 1,29%   |            | 0,00%   |
|             | 93,69      | 100,00% | 91,13      | 100,00% | 90,12      | 100,00% | 87,61      | 100,00% |

Après swaps, à fin 2021, la dette à taux fixe représente 66,42 % de la dette totale, 26,31 % sont à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 4,02 % de notre dette, des opérations de désensibilisation ayant encore été réalisées sur 2021.

## ENCOURS PAR TYPE DE TAUX APRES SWAPS (M€)



Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

|                 |    | ▮ moins élevé Risque Plus élevé ▮ |      |    |    |    |      |       |        |
|-----------------|----|-----------------------------------|------|----|----|----|------|-------|--------|
|                 |    | A                                 | B    | C  | D  | E  | HC   | Total |        |
| Risk            |    | M€                                | M€   | M€ | M€ | M€ | M€   | M€    | %      |
| élevé<br>+<br>← | 1  | 81.24                             | 2.85 |    |    |    |      | 84.09 | 95.98% |
|                 | 2  |                                   |      |    |    |    |      |       |        |
|                 | 3  |                                   |      |    |    |    |      |       |        |
|                 | 4  |                                   |      |    |    |    |      |       |        |
|                 | 5  |                                   |      |    |    |    |      |       |        |
|                 | HC |                                   |      |    |    |    | 3.52 | 3.52  | 4.02%  |
| Σ               |    | 81.24                             | 2.85 |    |    |    | 3.52 | 87.61 |        |
| %               |    | 92.73                             | 3.25 |    |    |    | 4.02 |       | 100 %  |

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi, à fin 2014 les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

A fin 2021, leur volume a été réduit de plus de 80 % pour s'établir à 3,52 M€.

Les résultats obtenus ont permis à la Ville de sécuriser ses positions et diminuer fortement le coût de la dette ; cela se traduit sur le taux moyen d'endettement.

- **Taux moyens d'endettement**

| Année       | Après Swaps (%) |              |
|-------------|-----------------|--------------|
|             | Niveau          | Variation    |
| 2009        | 3.97            |              |
| 2010        | 5.54            | +1.57        |
| 2011        | 7.34            | +1.80        |
| 2012        | 6.93            | -0.41        |
| 2013        | 6.48            | -0.45        |
| 2014        | 5.24            | -1.24        |
| 2015        | 4.09            | -1.15        |
| 2016        | 3.76            | -0.33        |
| 2017        | 3.31            | -0.45        |
| 2018        | 3.02            | -0.29        |
| 2019        | 2.80            | -0.22        |
| 2020        | 2.50            | -0.30        |
| <b>2021</b> | <b>1,96</b>     | <b>-0,54</b> |

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
  - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 %.
  - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 %.



○ En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :

- La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
- La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquée.
- La sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.

Toutes ces opérations se sont inscrites dans nos objectifs dans le cadre de la gestion active de notre dette.

#### DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.21 (budget principal)

- Au 31.12.21, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

| Banque prêteuse          | Réf. | Type   | Avec swaps |       | Total |       |
|--------------------------|------|--------|------------|-------|-------|-------|
|                          |      |        | Nbre       | M€    | Nbre  | M€    |
| Financements Hors Charte |      |        |            |       |       |       |
| Dexia HC                 | 309  | Struct | 1          | 2.761 | 1     | 2.761 |
| CE HC                    | 318  | Struct | 1          | 0.765 | 1     | 0.765 |
|                          |      |        | 2          | 3.526 | 2     | 3.526 |
| Financements Complexes   |      |        |            |       |       |       |
| SFIL B1                  | 325  | Struct | 1          | 2.851 | 1     | 2.851 |
|                          |      |        | 1          | 2.851 | 1     | 2.851 |
| <b>TOTAL</b>             |      | struct | 3          | 6.377 | 3     | 6.377 |

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 3,99 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 3,526 M€ entre fin 2014 et fin 2021.

| Réf.  | TAUX   | ENCOURS AU 31.12.2021 |
|-------|--|-----------------------|
| Ville |  | M€                    |
| 309   | 2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y) | 2.761                 |
| 318   | 2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]                         | 0.765                 |
|       | <b>TOTAL en EUR</b>  | <b>3.526</b>          |



## STRUCTURE DE LA DETTE PREVISIONNELLE au 31 /12 /2022

### **Ventilations de la dette totale en M€**

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

|                   | 31.12.21 |       | 31.12.22 |       |
|-------------------|----------|-------|----------|-------|
|                   | M€       | %     | M€       | %     |
| Fixe <sup>2</sup> | 58.19    | 66.42 | 53.93    | 62.99 |
| Complexes         | 2.85     | 3.25  | 2.43     | 2.84  |
| Hors Charte       | 3.52     | 4.02  | 2.93     | 3.42  |
| Variable          | 20.05    | 22.89 | 23.54    | 27.50 |
| Livret A          | 3.00     | 3.42  | 2.78     | 3.25  |
|                   | 87.61    | 100   | 85.61    | 100   |

Pour 2022 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6,50 M€, pour lequel une convention CT/MT a déjà été souscrite auprès du Crédit Agricole à hauteur de 5M€.

Nous souhaitons de nouveau poursuivre notre desendettement conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés depuis 2014.

Sur cette base et celle d'un remboursement prévisionnel de 8,50 M€, en 2022 le désendettement serait de 2,0 M€, notre encours de dette s'établissant ainsi à 85,61 M€.

<sup>2</sup> En ce compris les PPP.

## BILAN DES OPERATIONS DE REFINANCEMENT ET DE DESENSIBILISATION REALISEES EN 2021

### I - OPERATION DE REMBOURSEMENT ANTICIPE ET DE REFINANCEMENT

**Résiliation du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse.**

#### **Remboursement anticipé et refinancement des emprunts dette Dailly, dette projet et fonds propres**

Le 8 décembre 2020, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la résiliation du contrat de partenariat conclu le 15 juillet 2013 avec la société ILLUMINEO pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse.

Dans le cadre de cette résiliation, la Ville se devait de rembourser par anticipation les emprunts souscrits comprenant la résiliation d'instruments financiers (swaps) contre le paiement d'une soulte.

L'opération de résiliation des swaps ayant été réalisée le 31 mars 2021, le montant définitif de la soulte s'est élevé à **389,5 K€**. Cette somme est bien en-deçà du plafond prévu à **500 K€** et des prévisions qui nous parvenaient de façon régulière.

L'équilibre financier de l'opération est le suivant :

#### **SITUATION AVANT L'OPERATION :**

Capital restant dû HT : 4 541 K€ HT  
TVA sur capital : 908 K€  
Charges financières résiduelles : 1 551 K€  
TVA sur charges financières : 310 K€.  
FCTVA (recette) : - 894 K€  
**Montant total des annuités : 6 416 K€**

#### **SITUATION APRES L'OPERATION :**

Capital restant dû Dailly HT : 4 541 K€ HT  
TVA sur capital : 908 K€  
Soulte : 390 K€  
Prime option couverture : 20 K€  
Charges financières résiduelles : 161 K€  
FCTVA (recette) : - 894 K€  
**Montant total des annuités : 5 126 K€**

**Soit une réduction du montant total des annuités de 1 290 K€**

Deux emprunts de refinancement ont été souscrits :

- Contrat Banque Postale pour un montant de 4 540 564.95 € correspondant au capital restant dû HT de la dette Dailly
- Contrat Caisse d'Epargne pour un montant de 908 113.03 € correspondant à la part TVA sur capital

**Principales caractéristiques du contrat souscrit auprès de la Banque Postale :**

- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : **4 540 564,95 euros**
- Durée du contrat de prêt : 12 ans et 4 mois
- Objet du contrat de prêt : refinancement d'emprunts suite sortie PPP éclairage public
- Tranche obligatoire à taux fixe du 31/03/2021 au 01/07/2033  
Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.
- Versement des fonds : 4 540 564,95 Euros versés automatiquement le 31/03/2021
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,54 %
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

**Principales caractéristiques du contrat souscrit auprès de la Caisse d'Epargne**

- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : **908 113.03 euros**
- Durée du contrat de prêt : 2 ans
- Objet du contrat de prêt : refinancement TVA sortie PPP éclairage public
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,29 %
- Base de calcul des intérêts : nombre de 30 jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : in fine
- Remboursement anticipé : à tout moment par lettre AR - sans indemnités

**II - OPERATION DE DESENSIBILISATION**

Dans la perspective de la disparition de l'index LIBOR CHF au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la Ville a saisi l'opportunité de résilier plusieurs contrats de Swap :

**I – TRANSACTION LIEE A L'EMPRUNT REFERENCE « 305 »**

**Références des contrats**

**Caisse Epargne contrat n° 2002-141 – emprunt 305**

**Natixis contrat n° 330987M / ST211/03 - swap 305**

**FMS contrat n° 1002976AI - contre-swap 305 b**

**Données financières**

**Montant du Capital Restant Dû emprunt 305 : 392 914,72 € sur lequel sont adossés le swap et le contre swap.**

**Echéances trimestrielles restantes : 6 (du 27 septembre 2021 pour la prochaine au 27 décembre 2022 pour la dernière) ;**

Aujourd'hui :

- la Ville reçoit un Euribor 3M + 0,04 (**emprunt initial**)
- la Ville paie un taux structuré égal à 2\*CHF Libor 12m + 0,09 % (**swap**) ;
- la Ville reçoit un taux structuré égal à 2\*CHF Libor 12m + 0,09 % (**swap**) ;
- la Ville paie un taux fixe de 4 % (**contre-swap**).

Pour les échéances futures, en termes d'intérêt, le coût pour la Ville représente : **15 794,04 €** (anticipations Finance Active du 21/09/2021).

La résiliation du contre-swap entraîne le paiement d'une soulte sans marge proposée par la banque de 18 000 €.

La résiliation du swap entraîne le règlement d'une soulte de 1 500 €.

En retournant le swap et le contre-swap, la Ville sera désormais indexée sur un Euribor 3m + 0,04 % taux négatif à ce jour.

**Coûts nets retournements swap et contre swap : 16 500 € ;**

**Coûts nets anticipés passage au SARON : 15 794,04 €.**

### Conclusion

Le retournement du swap et du contre-swap a entraîné un léger surcoût en termes de frais financiers évalué à ce jour sur la base des anticipations de Finance Active à environ **706 €**, néanmoins nous nous dégageons de positions à risques classées en 4D sur la charte Gissler.

## **II – TRANSACTIONS LIEES A L'EMPRUNT REFERENCE « 308 »**

### Références des contrats

**CAFFIL contrat n° MON211834EUR/026813/001/1 - Emprunt 308**

**Natixis contrat n° 292242M + 292243M / ST189/04 - swap 308**

**FMS contrat n° 1002974AI - contre-swap 308 b**

### Données financières

**Montant du CRD emprunt 305 : 616 624,45 € sur lequel sont adossés un swap et un contre swap.**

**Echéances annuelles restantes : 2 (01/06/2022 et 01/06/2023) ;**

Aujourd'hui :

- la Ville reçoit un taux structuré à 3,88 % si Euribor 12m inf ou = à 2 % sinon Euribor 12m (**emprunt initial**)
- la Ville paie un taux structuré égal à 1,62 % si CHF Libor 12m <= 2.60 % sinon sinon 2\*CHF Libor 12m (**swap**) ;
- la Ville reçoit un taux structuré égal à 1,62 % si CHF Libor 12m <= 2.60 % sinon sinon 2\*CHF Libor 12m (**swap**) ;
- la Ville paie un taux structuré égal à MAX ( 10,98 % - 10\* CMS GBP10 – CMS EUR 10) ; 0 (**contre-swap**) ;

Pour les échéances futures en termes d'intérêt, le gain pour la Ville représente : **16 985,14 €** (anticipation Finance Active du 21/09/2021).

La résiliation du contre-swap entraîne le paiement d'une soulte sans marge proposée par la banque de 5 000 €.

A la différence de la première opération, le swap étant très intéressant pour la Ville, il a été décidé de basculer sur le nouvel indice SARON afin de conserver des niveaux de taux sensiblement équivalents.

**Coûts nets retournement du contre-swap : 5 000,00 € de soulte**

**Gains nets anticipés passage au SARON pour le Swap: 21 366,21 €.**



## **Conclusion**

Désensibilisation d'une position sur un produit dit « hors charte » pour venir sur une position relativement moins risquée ; en contrepartie cela a entraîné un léger surcoût en termes de frais financiers évalué à ce jour sur la base des anticipations de Finance Active à environ **619 €** pour la Ville.

## **Références des contrats**

**SFIL contrat n° MON211834EUR/0216813/001/1 – emprunt 308**

**Natixis contrat n° 292242M+292243M / ST189/04 - swap 308**

## **Données financières**

**Montant du Capital Restant Dû emprunt 308 : 616 624.45 € sur lequel est adossé le swap**

**Echéances annuelles restantes : 2 (1<sup>er</sup> juin 2022 et 1<sup>er</sup> juin 2023) ;**

**Aujourd'hui :**

- la Ville reçoit 3.88 % si Eur 12m <= 2.00 %, sinon Eur 12m (**emprunt initial**)
- la Ville paie 1.62 % si CHF Libor12m <= 2.60 %, sinon 2\*CHF Libor 12m (**swap**) ;

La disparition de l'index CHFLibor le 31 décembre 2021 a été l'occasion de renégocier les conditions avec la contrepartie dans la mesure où la Ville de Grasse était en risque (swap 308 classé 4 D Gissler).

En effet, dans la mesure où le CHFLibor 12m venait à atteindre un taux supérieur ou égal à 2.60 %, le taux payé par la Ville serait d'un niveau minimum de 5,20 %.

Il convient également de préciser que la Ville restant en position ouverte, le taux n'est pas plafonné.

**La transposition de ce produit d'un index Libor sur un index de substitution type « Saron », ce dernier devenant au 1<sup>er</sup> janvier 2022 le nouvel index de référence, ne diminuerait pas le risque.**

En tenant compte de ces éléments, il a été convenu de figer par voie d'avenant au contrat de swap, le taux payé par la Ville de Grasse à **1.62 %**, soit la position la plus favorable pour la Ville eu égard aux conditions actuelles du swap.

En outre dans la continuité de nos opérations de désensibilisation, le passage en taux fixe nous permet de quitter un produit classé en 4 D sur la charte Gissler pour une position classée en 1A.

Enfin, cette sécurisation des échéances futures nous permet par ailleurs de nous garantir d'un gain représentant **21 366.21 € au 1<sup>er</sup> juin 2023.**

## D) CADRE PLURIANNUEL DE FONCTIONNEMENT 2022-2026

### LES HYPOTHESES RETENUES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

#### 2022 - LA REFORME DES INDICATEURS FINANCIERS – Quelles modifications ?

##### INTEGRATION DE NOUVELLES RESSOURCES DANS LE CALCUL DU POTENTIEL FISCAL

PERIMETRE ACTUEL

PERIMETRE A PARTIR DE 2022

Produit théorique TFB TFNB TH (bases communales X taux moyen national)+ taxe additionnelle à la TFNB

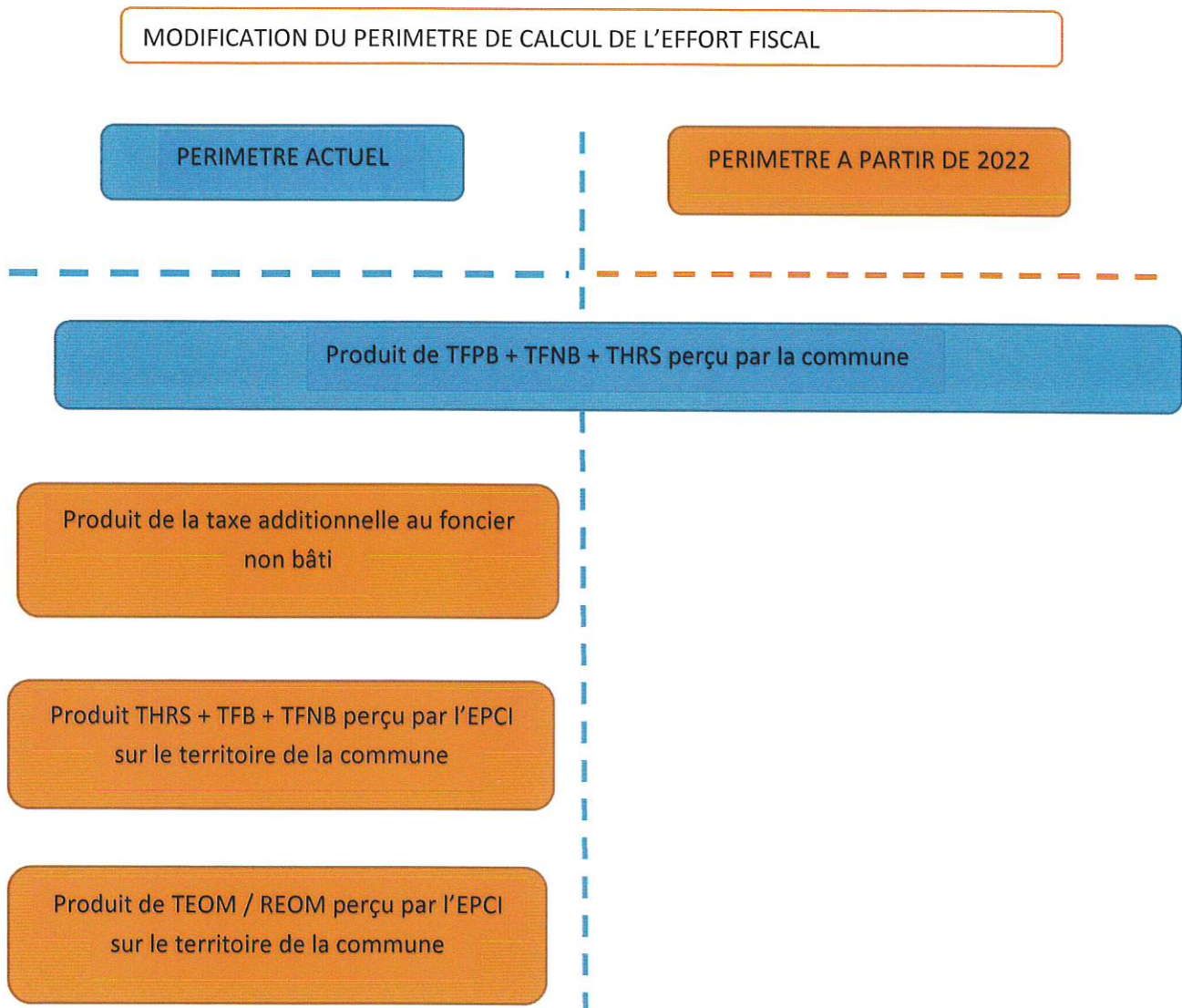
Redevance des mines, prélèvement sur le produit des jeux, surtaxe sur les eaux minérales, DCRTTP, FNGIR  
+ attribution de compensation perçue (communes en FPU)

Impôts économiques (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) au prorata de la pop. des communes au sein de l'EPCI

TH de l'EPCI répartie au prorata de la pop.  
de la commune

Fraction de la TVA n-1 perçue par l'EPCI  
répartie au prorata de la pop. de la commune

Produit DMTO (moyenne des 3 dernières  
années) - TLPE – taxe sur les pylônes –  
majoration de THRS – taxe additionnelle à la  
taxe sur installations nucléaires



Nous l'avons évoqué dans notre introduction, suite aux travaux effectués par le Comité des Finances Locales, le Projet de Loi de Finances pour 2022 intègre une mini réforme des indicateurs financiers probablement impactante pour la Ville de Grasse.

En effet, avec la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la baisse de la cotisation de la valeur ajoutée pour les entreprises et la réduction de moitié de la valeur locative pour les locaux industriels, le panier de recettes des collectivités du bloc communal notamment a subi de profondes modifications.

Le Comité des Finances Locales a jugé dans ce cadre qu'une évolution des indicateurs financiers utilisés dans le calcul des dotations et fonds de prérepartition (potentiels fiscal et financier, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale), était nécessaire.

Le Projet Loi de Finances reprend à ce titre les propositions du Comité des Finances Locales adoptées en juillet, à savoir :

- une intégration dans le périmètre de ces indicateurs des recettes de Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE), de la taxe sur les pylônes électriques et de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS).

En revanche, certaines taxes dites « affectées » comme la taxe de séjour restent exclues. Ainsi que les dotations de péréquation communale, comme la DSU et la DSR.

- une simplification du mode de calcul de l'effort fiscal.

Ces évolutions seraient introduites de façon très progressive à compter de 2023 avec un horizon fixé à 2028.

Lors de l'examen de ces dispositions au Comité des Finances Locales, l'Association des Communes de France-intercommunalités de France avait salué ce travail rendu nécessaire par l'évolution du panier fiscal.

Elle avait aussi plaidé pour un potentiel fiscal et financier reposant sur une assiette large illustrant l'ensemble des ressources des collectivités, au plus près de leur réalité.

Elle avait regretté par ailleurs que le Comité des Finances Locales n'ait pas souhaité porter la réflexion plus globale sur l'évolution des dispositifs de péréquation en ce qui concerne leurs finalités, leur articulation (ordre de passage notamment entre la péréquation communale et celle réalisée à l'échelle des ensembles intercommunaux par exemple).

#### **En ce qui concerne l'intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal et financier, quels sont les risques pour la commune de Grasse ?**

Il convient d'évaluer, dans la mesure de nos possibilités, l'impact possible pour la ville de Grasse dans le cas où ses potentiels fiscaux et financiers augmenteraient plus que la moyenne des évolutions constatées pour l'ensemble des communes.

Les risques financiers se mesureraient par l'évolution à la baisse de certaines dotations dont bénéficie la Ville et/ou l'augmentation de l'abondement aux fonds de péréquation auxquels elle contribue.

Dans le détail, nous notons un potentiel avéré de perte d'éligibilité à la dotation nationale de péréquation (DNP), qui a représenté plus de **613 K€** en 2021 pour la Ville de Grasse.

Cette variable constitutive de la Dotation Globale de Fonctionnement contribuerait ainsi à une nouvelle baisse du niveau de dotation pour la Commune.

En ce qui concerne la hausse des contributions, celle de l'écêtement opérée sur la dotation forfaitaire risque d'être majorée. Dans quelles proportions ?... Impossible de le dire aujourd'hui, sachant qu'il représentait plus de **112 K€** en 2021, nous le maintenons donc pour des montants sensiblement équivalents dans notre prévisionnel.

Enfin, il ne faut pas occulter également la possibilité de réévaluation de la contribution liée au Fonds de Péréquation des ressources Communales et intercommunales, qui a représenté environ **500 K€** sur 2021, cette dernière étant également compliquée à évaluer eu égard au nombre de variables exogènes contribuant à son calcul d'une part et à l'évolution du calcul permettant de déterminer le coefficient d'intégration fiscale (CIF) d'autre part.

**Les conséquences sur les dotations et les fonds de péréquation seraient sensiblement identiques dans le cas d'une diminution de l'effort fiscal de la commune plus importante que la moyenne de l'ensemble des communes.**

A retenir comme éléments essentiels et déterminants de notre estimation prévisionnelle d'évolution de nos dotations :

L'intégration de nouvelles ressources au calcul du potentiel fiscal communal.



La simplification du calcul de l'effort fiscal en le centrant uniquement sur les impôts levés par les communes, à la différence du précédent qui prenait en compte les impôts levés par l'intercommunalité.

Les premiers effets escomptés de cette réforme sont attendus sur 2023, les indicateurs 2022 étant calculés avec les données n-2 pour qu'il n'y ait pas d'impact sur 2022.

Néanmoins en ce qui concerne la Dotation Nationale de Péréquation, la Ville étant depuis des années à la limite de l'éligibilité, nous anticipons un impact dès 2022.

Par ailleurs, afin d'éviter des évolutions trop importantes sur la répartition des dotations, le Projet de Loi de Finances 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction permettant de lisser les évolutions sur la période 2023-2028.

Les modalités seront précisées par décret.

### **Fiscalité directe en K€ :**

| Montants en K Euros     | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit taxes foncières | 24 316        | 25 143        | 25 520        | 25 903        | 26 291        | 26 686        |
| Produit THRS            | 2 943         | 3 043         | 3 089         | 3 135         | 3 182         | 3 230         |
| Coefficient correcteur  | 6 938         | 7 174         | 7 281         | 7 390         | 7 502         | 7 613         |
| Rôles complémentaires   | 56            |               |               |               |               |               |
| <b>Produit Total</b>    | <b>34 253</b> | <b>35 360</b> | <b>35 890</b> | <b>36 428</b> | <b>36 975</b> | <b>37 529</b> |

La réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales a eu pour conséquence la récupération du produit du foncier bâti du département.

La commune étant néanmoins sous-compensée, elle perçoit un coefficient correcteur.

Notre hypothèse d'évolution est basée sur une progression du produit de 3,4 % entre 2022 et 2021 hors rôle complémentaire, soit strictement conforme à l'évolution forfaitaire des bases fiscales prévue dans le cadre du PLF 2022.

Dans ce sens nous ne prévoyons pas par prudence d'évolution physique pour 2022.

A compter de 2023, nous retenons une évolution également prudentielle soit 1,5 % par an, niveau qui reste en deçà des perspectives d'inflation évoquées par les différents économistes.

### **Fiscalité indirecte :**

Pour les droits de mutation, les produits ont progressé de manière exponentielle sur 2021 avec un niveau de recette jamais atteint jusque là.

Cette recette étant fortement aléatoire, nous nous basons sur une hypothèse assez prudente avec un produit prévisionnel inscrit de 3 900 K€ pour 2022 et 3 700 K€ annuel sur 2023 et 2024, puis 3 650 K€ en 2025 enfin 3 600 en 2026, soit équivalent au niveau de compte administratif 2020.

En ce qui concerne la taxe sur l'électricité, elle devrait être relativement constante.

Pour la taxe de séjour nous restons sur une hypothèse relativement prudentielle sur 2022 sur la base d'un produit inférieur à celui perçu sur 2021.

En revanche nous anticipons une légère reprise de l'activité à compter de 2023 et les années suivantes.

Sur les autres produits, les niveaux attendus sont relativement stables.

### Fiscalité indirecte en K€ :

| Montants en K Euros                  | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Droits de mutation                   | 4 615        | 3 900        | 3 700        | 3 700        | 3 650        | 3 600        |
| FNGIR                                | 157          | 157          | 157          | 157          | 157          | 157          |
| Taxes funéraires                     | 4            | 10           | 10           | 10           | 10           | 10           |
| Droits de place                      | 12           | 15           | 15           | 15           | 15           | 15           |
| Taxes sur les pylônes électriques    | 31           | 31           | 31           | 31           | 31           | 31           |
| Taxe consommation finale électricité | 1 244        | 1 245        | 1 245        | 1 245        | 1 245        | 1 245        |
| Taxe de séjour                       | 268          | 230          | 240          | 260          | 280          | 300          |
| Produit des jeux                     | 31           | 30           | 30           | 30           | 30           | 30           |
| Taxe locale publicité extérieure     | 282          | 285          | 285          | 285          | 285          | 285          |
| <b>Total impôts et taxes</b>         | <b>6 644</b> | <b>5 903</b> | <b>5 713</b> | <b>5 733</b> | <b>5 703</b> | <b>5 673</b> |

### Dotation globale de fonctionnement et mécanismes de péréquation : les évolutions à prévoir :

La Loi de Finances 2022 apportant une mini réforme sur les indicateurs financiers, les dotations de la Ville ont une forte probabilité d'être impactés.

En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé (variation de population et écrêtement en fonction de l'écart à la moyenne du potentiel fiscal). Ainsi, bien que ne tenant plus compte de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) depuis l'année 2018, la dotation forfaitaire (DF) demeure toutefois soumise au mécanisme d'écèlement.

L'écèlement de la dotation forfaitaire des communes permet notamment de financer les abondements d'enveloppes de péréquation verticale. Elle était d'environ 112 K€ pour la Ville de Grasse en 2021.

Pour 2022, une majoration du prélèvement est prévue (130 K€).

Le niveau de contribution de la ville dépendra fortement de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes, d'autant plus avec la réforme de calcul de cet indicateur de richesse.

Cet impact n'étant pas encore mesurable, nous resterons prudents comme à l'accoutumée.

En tenant compte de ces éléments, nos perspectives d'évolution de la dotation forfaitaire sont orientées dans une tendance baissière ; il conviendra néanmoins de faire un bilan une fois les recensements de population connus notamment.

Pour 2022 et les années futures, nous nous basons sur une hypothèse d'évolution où la croissance de la population ne compense pas le niveau d'écèlement.



### Dotation forfaitaire (DF) en K€ :

| Montants en K Euros  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dotation forfaitaire | 4 071 | 3 940 | 3 805 | 3 666 | 3 521 | 3 376 |

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, la Ville de Grasse n'étant plus éligible depuis 2017, une garantie d'inéligibilité dégressive a été mise en place, qui est entrée dans sa dernière année d'application en 2019.

La commune de Grasse n'est ainsi plus couverte par ce dispositif depuis 2020.

Chaque année, il sera de nouveau procédé à une actualisation des données propres de la commune ainsi que celles de moyennes de références démographiques, de façon à ce qu'une nouvelle valeur de l'indice synthétique et un nouveau rang de classement soient déterminés.

Nous considérons néanmoins que l'évolution de son classement défavorable laisse présager une non-couverture par ce dispositif.

### Dotation de solidarité urbaine (DSU) en K€ :

| Montants en K Euros            | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Dotation de solidarité urbaine | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    |

Nous l'avons évoqué plus haut, dans le cas où les potentiels fiscaux et financiers de la Commune augmenteraient plus que la moyenne des évolutions constatées pour l'ensemble des communes, nous avons un risque avéré de perte d'éligibilité de la ville à la dotation nationale de péréquation (DNP), qui a représenté plus de **613 K€** en 2021 pour la Ville de Grasse.

La Dotation Nationale de Péréquation comprend deux parts :

La part « principale » est déterminée en fonction du potentiel financier et de la population.

La part « majoration » est attribuée en fonction des produits post-TP et de la population.

Dans nos prévisions volontairement pessimistes, la Ville est déjà à la limite de l'éligibilité en 2021 ; nous anticipons une forte baisse dès 2022 et une disparition dès 2023.

### Dotation Nationale de Péréquation (DNP) en K€ - part principale :

| Montants en K Euros                            | 2021       | 2022       | 2023     | 2024     | 2025     | 2026     |
|--|------------|------------|----------|----------|----------|----------|
| Part principale                                | 358        | 0          | 0        | 0        | 0        | 0        |
| Part majorée                                   | 255        | 179        | 0        | 0        | 0        | 0        |
| <b>Total Dotation Nationale de Péréquation</b> | <b>613</b> | <b>179</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |

La Dotation Globale de Fonctionnement est la résultante des 3 composantes évoquées ci-dessus (DF, DSU, DNP).

### Dotation Globale de Fonctionnement en K€ :

| Montants en K Euros                | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dotation Globale de Fonctionnement | 4 684 | 4 119 | 3 805 | 3 666 | 3 521 | 3 376 |

Pour rappel, la DGF de 2014 représentait 9 715 K€ ; elle s'établirait à 3 376 K€ en 2026, équivalente à une **perte de produit annuel de 6,5 M€ (environ - 65 %)**.



### Participations autres organismes :

Variable constitutive essentielle des participations perçues par la Ville dans le cadre de ses activités exercées, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) devient la Convention Territoriale Globale (CTG).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, il n'était plus possible pour une collectivité territoriale de renouveler ou de signer un Contrat enfance jeunesse (CEJ) avec sa Caisse d'allocations familiales.

Place désormais aux Conventions territoriales globales (CTG), à visée stratégique.

Quant aux financements versés dans le cadre des CEJ, la Prestation de service enfance-jeunesse (PSEJ), ils seront remplacés par les bonus « territoires CTG », à échéance du CEJ, à condition que la collectivité soit signataire d'une CTG, **ce qui est le cas pour la Commune de Grasse.**

Avec cette réforme, la Cnaf vise deux objectifs : « revivifier le cadre politique entre les Caf et les collectivités territoriales », en élargissant à la fois le territoire et les domaines de réflexion de la contractualisation avec elles et simplifier les financements des domaines de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse, le CEJ étant devenu trop complexe et jugé « peu lisible ».

Changement notable dans les mécanismes de financement, les versements se feront directement aux gestionnaires alors que dans le cadre du CEJ, la commune percevait les fonds pour les reverser aux gestionnaires (associations).

Néanmoins, il est essentiel de noter qu'en signant la convention territoriale globale, la commune s'engage à maintenir son niveau de soutien aux acteurs associatifs notamment.

De plus, par souci de transparence, une double notification des montants de subventions versés sera adressée à la collectivité et au gestionnaire.

### Participations CEJ - CTG en K€ :

| Montants en K Euros                     | 2021         | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|---|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Participations CEJ- CTG – périscolaires | 1 542        | 420        | 420        | 420        | 420        | 420        |
| Autres participations                   | 243          | 150        | 150        | 150        | 150        | 150        |
| <b>Total participations CAF</b>         | <b>1 785</b> | <b>570</b> | <b>570</b> | <b>570</b> | <b>570</b> | <b>570</b> |

Les participations sont désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal, ce qui explique les différences de financement entre 2021 et 2022.

Ces baisses de participations seront compensées par les baisses de subventions versées aux associations.

### Allocations compensatrices :

L'article 4 du PLF pour 2021 ayant modifié les modalités de calcul permettant d'établir la valeur locative cadastrale pour les bâtiments industriels, les bases de taxation ont été réduites de 50 % pour ces locaux.

Afin de compenser la perte de ressources pour les collectivités locales, l'Etat a versé une compensation de perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de perte de recette de cotisation foncière des entreprises.

Cette compensation est équivalente à la perte de bases d'imposition sur ces établissements industriels, multipliée par le taux d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties ou de cotisation foncière des entreprises de l'année 2020.



Cette compensation a représenté un produit de 1 320 K€ pour la Ville de Grasse en 2021, sur les 1 416 K€ d'allocations compensatrices.

Pour l'évolution de ce produit nous sommes partis sur les mêmes hypothèses que celle appliquée sur les bases fiscales, à savoir 3,4 % entre 2021 et 2020, puis 1,5 % par an à compter de 2023.

#### Allocations compensatrices en K€:

| Montants en K Euros                           | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Allocations compensatrices DC RTP, TFS, FNGIR | 1 416 | 1 464 | 1 486 | 1 508 | 1 531 | 1 554 |

#### Produits des services :

Même si l'année 2021 a été moins marquée par la crise sanitaire que l'année 2020, la reprise de nos produits directement liés à l'activité a été relativement modérée.

Pour les années futures nous anticipons une légère progression de certaines ressources eu égard à une reprise anticipée de l'activité touristique cumulée avec une augmentation des activités événementielles.

Ainsi sont anticipés à la hausse les produits de stationnement de surface notamment et certaines redevances d'occupation du domaine public, cette dernière étant due à l'arrivée de nouveaux contrats notamment, les tarifs eux étant maintenus constants sur la période.

En revanche le produit des remboursements par d'autres redevables est revu à la baisse, dans la mesure où une participation aux frais du centre de vaccination a été perçue sur 2021, représentant plus de 130 K€.

#### Produit des services en K€ :

| Montants en K Euros                          | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Concessions cimetières                       | 117          | 110          | 110          | 110          | 110          | 110          |
| Stationnement et location voie publique      | 35           | 40           | 45           | 50           | 55           | 60           |
| Redevance occupation domaine public communal | 132          | 105          | 105          | 105          | 105          | 105          |
| Autres droits de stationnement               | 10           | 15           | 15           | 15           | 15           | 15           |
| Redevances de stationnement                  | 277          | 300          | 320          | 340          | 360          | 380          |
| Forfaits post stationnement                  | 147          | 150          | 155          | 160          | 165          | 170          |
| Autres redevances et recettes diverses       | 194          | 195          | 195          | 195          | 195          | 195          |
| Redevances à caractère culturel              | 195          | 195          | 195          | 195          | 195          | 195          |
| Redevances à caractère sportif               | 0            | 5            | 5            | 5            | 5            | 5            |
| Redevances à caractère de loisirs            | 182          | 175          | 175          | 175          | 175          | 175          |
| Redevances à caractère social                | 18           | 15           | 15           | 15           | 15           | 15           |
| Mise à dispo GFP rattachement                | 43           | 30           | 30           | 30           | 30           | 30           |
| Mise à dispo autres organismes               | 111          | 100          | 100          | 100          | 100          | 100          |
| Rembours.frais collectivité de rattachement  | 21           | 5            | 5            | 5            | 5            | 5            |
| Remboursements de frais d'autres redevables  | 565          | 400          | 400          | 400          | 400          | 400          |
| Produits activités annexes                   | 10           | 10           | 10           | 10           | 10           | 10           |
| <b>Total Produits des services</b>           | <b>2 057</b> | <b>1 850</b> | <b>1 880</b> | <b>1 910</b> | <b>1 940</b> | <b>1 970</b> |

### Atténuations de charges :

Ce poste est principalement composé de tous les remboursements liés aux charges de personnel.  
Ce poste connaît un volume généralement stable, il est donc maintenu constant sur la période examinée .

### Atténuations de charges en K€ :

| Montants en K Euros           | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Total atténuations de charges | 322  | 350  | 350  | 350  | 350  | 350  |

Il est à noter que sur 2021, des remboursements complémentaires sont encore attendus ; le montant inscrit correspond à celui des titres émis.

### Produits financiers :

4 postes constituent ce produit :

Le premier concerne la dette récupérable liée aux transferts de compétence à la CAPG. En effet, les emprunts mobilisés pour la réalisation d'équipements mis à disposition n'étant pas spécifiques, ils sont conservés par la Ville et font l'objet d'un remboursement par la Communauté d'Agglomération ;

Sont concernés les équipements suivants :

- le Musée International de la Parfumerie ;
- l'escrime ;
- l'office du tourisme ;
- le campus universitaire .

Pour le tourisme, le bâtiment mis à disposition étant repris par la Ville, le remboursement est interrompu à compter de 2022.

En ce qui concerne le second poste, il est entièrement dédié au fonds de soutien obtenu par la Ville dans le cadre d'une opération de désensibilisation réalisée en 2015.

Ce dernier étant amorti sur la durée du prêt qui était de 20 ans, son échéance annuelle est constante et représente 622 K€ / an.

Pour le troisième poste, il concerne le produit réalisé par les instruments financiers appelés « swaps ».

Pour 2021, ils ont représenté un produit de 95 K€ ; néanmoins ce produit étant fortement aléatoire il est réévalué sur 2022.

Cette hypothèse est également appliquée sur le poste des charges dans les mêmes proportions, de façon à ce que le besoin de financement soit identique à celui constaté en 2021.



### Produits financiers en K€ :

| Montants en K Euros                             | 2021       | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Rembours. emprunts collectivité de rattachement | 98         | 62         | 52         | 42         | 32         | 22         |
| Fonds de soutien                                | 622        | 622        | 622        | 622        | 622        | 622        |
| Produits activités annexes                      | 95         | 200        | 200        | 200        | 200        | 200        |
| <b>Total produits financiers</b>                | <b>815</b> | <b>884</b> | <b>874</b> | <b>864</b> | <b>854</b> | <b>844</b> |

### Produits loyers et redevances :

Nous avons pour objectif l'optimisation de nos ressources dont les loyers sont parties intégrantes ; pour ces derniers nous anticipons une relative évolution à la hausse.

Ainsi, à chaque renouvellement de bail ou nouveau bail des discussions auront lieu pour une revalorisation des loyers.

Pour les évolutions notables, il convient de préciser celles liées aux futurs loyers du Golf d'Opio revalorisés en fin de période, ainsi que la redevance du nouveau contrat de restauration scolaire qui va augmenter également assez sensiblement.

### Produits loyers et redevances en K€ :

| Montants en K Euros               | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenus des immeubles             | 820          | 875          | 825          | 830          | 835          | 890          |
| Redevances concessions            | 194          | 215          | 230          | 230          | 280          | 280          |
| <b>Total loyers et redevances</b> | <b>1 014</b> | <b>1 090</b> | <b>1 055</b> | <b>1 060</b> | <b>1 115</b> | <b>1 170</b> |

### Produits exceptionnels :

Par définition ce poste de produit étant exceptionnel, il n'est pas prévisible.

Néanmoins nous retrouvons un volume annuel que nous vous proposons d'inscrire au budget 2022, soit 150 K€ sur les autres produits sur opérations de gestion.

Sur le poste produits exceptionnels divers, de la même façon que sur le poste précédent, un produit récurrent est inscrit de 150 K€.

En ce qui concerne les autres postes de produits, ils concernent des opérations dont les volumes financiers sont extrêmement importants et dont la date effective de réalisation reste incertaine ; il vous est donc proposé de lisser ces montants sur les périodes 2023 à 2026.

Ces montants concernent exclusivement le remboursement du sinistre de la Médiathèque et la cession foncière des hangars pour des montants respectifs de 6 000 et 3 000 K€.

Néanmoins ces créances de la Ville existent et elles doivent donc être inscrites, le volume d'investissement étant directement conditionné par leur réalisation effective.

Par ailleurs il convient également d'évoquer la cession pour 6 000 K€ d'un terrain aux Fleurs de Grasse, qui intègre un programme de réaménagement global du quartier et qui se caractérise notamment par la réalisation de nouveaux équipements publics.



**Produits exceptionnels en K€ :**

| Montants en K Euros                   | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Autres produits opérations de gestion | 239  | 150  | 150  | 150  | 150  | 150  |

| Montants en K Euros           | 2021  | 2022 | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|-------------------------------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| Produits exceptionnels divers | 1 513 | 150  | 150   | 150   | 150   | 150   |
| Cession des hangars           |       |      | 750   | 750   | 750   | 750   |
| Assurance Médiathèque         |       |      | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| Cession fleurs de Grasse      |       |      |       | 3 000 | 3 000 |       |
| Produits exceptionnels divers | 1 513 | 150  | 2 400 | 5 400 | 5 400 | 2 400 |

Tous les postes de recettes prévisionnelles ayant été traités, il convient de présenter le tableau récapitulatif de l'ensemble de ces produits de fonctionnement permettant d'avoir une visibilité globale.

**Récapitulatif et évolution recettes réelles de fonctionnement entre 2021 et 2026 en K€ :**

| Montants en K Euros                          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produit total fiscalité                      | 34 253        | 35 360        | 35 890        | 36 428        | 36 975        | 37 529        |
| Attribution de compensation                  | 14 513        | 14 513        | 14 730        | 14 730        | 14 730        | 14 730        |
| FNGIR  | 157           | 157           | 157           | 157           | 157           | 157           |
| Taxes funéraires                             | 4             | 10            | 10            | 10            | 10            | 10            |
| Droits de place                              | 12            | 15            | 15            | 15            | 15            | 15            |
| Taxes sur les pylônes électriques            | 31            | 31            | 31            | 31            | 31            | 31            |
| Taxe consommation finale électricité         | 1 244         | 1 245         | 1 245         | 1 245         | 1 245         | 1 245         |
| Taxe de séjour                               | 268           | 230           | 240           | 260           | 280           | 300           |
| Produit des jeux                             | 31            | 30            | 30            | 30            | 30            | 30            |
| Taxe locale publicité extérieure             | 282           | 285           | 285           | 285           | 285           | 285           |
| Droits de mutation                           | 4 615         | 3 900         | 3 700         | 3 700         | 3 650         | 3 600         |
| <b>Total impôts et taxes</b>                 | <b>55 410</b> | <b>55 776</b> | <b>56 333</b> | <b>56 891</b> | <b>57 408</b> | <b>57 932</b> |
| Dotation forfaitaire                         | 4 071         | 3 940         | 3 805         | 3 666         | 3 521         | 3 376         |
| Dotation nationale de péréquation            | 613           | 179           | 0             | 0             | 0             | 0             |
| FCTVA  | 120           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           |
| Dotations générales de décentralisation      | 282           | 282           | 282           | 282           | 282           | 282           |
| Participation département et région          | 25            | 25            | 25            | 25            | 25            | 25            |
| Communes du GFP                              | 71            | 70            | 70            | 70            | 70            | 70            |
| Communes hors GFP                            | 61            | 60            | 60            | 60            | 60            | 60            |
| Participations CEJ- CTG et autres            | 1 542         | 420           | 420           | 420           | 420           | 420           |
| Autres participations ( péricolaire...)      | 243           | 150           | 150           | 150           | 150           | 150           |
| Allocations compensatrices DC RTP, TFS,FNGIR | 1 416         | 1 464         | 1 486         | 1 508         | 1 531         | 1 554         |
| <b>Total Dotations</b>                       | <b>8 444</b>  | <b>6 690</b>  | <b>6 398</b>  | <b>6 281</b>  | <b>6 159</b>  | <b>6 037</b>  |



**Récapitulatif et évolution recettes réelles de fonctionnement entre 2021 et 2026 en K€ (suite):**

| Montants en K Euros                             | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Concessions cimetières                          | 117           | 110           | 110           | 110           | 110           | 110           |
| Stationnement et location voie publique         | 35            | 40            | 45            | 50            | 55            | 60            |
| Redevance occupation domaine public communal    | 132           | 105           | 105           | 105           | 105           | 105           |
| Autres droits de stationnement                  | 10            | 15            | 15            | 15            | 15            | 15            |
| Redevances de stationnement                     | 277           | 300           | 320           | 340           | 360           | 380           |
| Forfaits post stationnement                     | 147           | 150           | 155           | 160           | 165           | 170           |
| Autres redevances et recettes diverses          | 194           | 195           | 195           | 195           | 195           | 195           |
| Redevances à caractère culturel                 | 195           | 195           | 195           | 195           | 195           | 195           |
| Redevances à caractère sportif                  | -             | 5             | 5             | 5             | 5             | 5             |
| Redevances à caractère de loisirs               | 182           | 175           | 175           | 175           | 175           | 175           |
| Redevances à caractère social                   | 18            | 15            | 15            | 15            | 15            | 15            |
| Mise à dispo GFP rattachement                   | 43            | 30            | 30            | 30            | 30            | 30            |
| Mise à dispo autres organismes                  | 111           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           |
| Rembours. frais collectivité de rattachement    | 21            | 5             | 5             | 5             | 5             | 5             |
| Remboursements de frais d'autres redevables     | 565           | 400           | 400           | 400           | 400           | 400           |
| Produits activités annexes                      | 10            | 10            | 10            | 10            | 10            | 10            |
| <b>Total produits des services</b>              | <b>2 057</b>  | <b>1 850</b>  | <b>1 880</b>  | <b>1 910</b>  | <b>1 940</b>  | <b>1 970</b>  |
| Remboursements de personnel                     | 322           | 350           | 350           | 350           | 350           | 350           |
| <b>Total atténuations de charges</b>            | <b>322</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    | <b>350</b>    |
| Rembours. emprunts collectivité de rattachement | 98            | 62            | 52            | 42            | 32            | 22            |
| Fonds de soutien                                | 622           | 622           | 622           | 622           | 622           | 622           |
| Produits activités annexes                      | 95            | 200           | 200           | 200           | 200           | 200           |
| <b>Total produits financiers</b>                | <b>815</b>    | <b>884</b>    | <b>874</b>    | <b>864</b>    | <b>854</b>    | <b>844</b>    |
| Revenus des immeubles                           | 820           | 875           | 825           | 830           | 835           | 890           |
| Redevances concessions                          | 194           | 215           | 230           | 230           | 280           | 280           |
| <b>Total loyers et redevances</b>               | <b>1 014</b>  | <b>1 090</b>  | <b>1 055</b>  | <b>1 060</b>  | <b>1 115</b>  | <b>1 170</b>  |
| Autres produits opérations de gestion           | 239           | 150           | 150           | 150           | 150           | 150           |
| Produits exceptionnels divers                   | 1 513         | 150           | 2 400         | 5 400         | 5 400         | 2 400         |
| <b>Total produits exceptionnels</b>             | <b>1 752</b>  | <b>300</b>    | <b>2 550</b>  | <b>5 550</b>  | <b>5 550</b>  | <b>2 550</b>  |
| <b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>       | <b>69 814</b> | <b>66 940</b> | <b>69 440</b> | <b>72 907</b> | <b>73 376</b> | <b>70 853</b> |



## **HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Après 2 exercices empreints d'instabilité due aux problématiques liées à la crise sanitaire et économique de la COVID 19, l'année 2022 s'annonce une nouvelle fois tendue.

Dans ce contexte, nous sommes conduits à garder notre ligne directrice, à savoir une relative stabilité du volume global de nos dépenses de fonctionnement, de façon à maintenir un niveau d'épargne relativement élevé avec la poursuite d'une politique volontariste d'assainissement de nos finances.

A ce titre, l'objectif du budget 2022 sera sensiblement équivalent à celui du budget primitif 2021, soit environ 7 000 K€.

**Cette épargne prévisionnelle chuterait fortement par rapport à celle du compte administratif 2021 ; il faut néanmoins tenir compte de nos hypothèses de construction qui sont toujours basées sur des volumes prudents en termes de recettes, alors que les volumes en dépenses sont optimisés.**

Les principaux objectifs restent conformes à ceux engagés dès 2014, à savoir faire du désendettement une priorité tout en maintenant notre politique d'investissement soutenue comme celle engagée depuis 2018.

### **Les charges à caractère général ou fonctionnement des services :**

Même si des économies conséquentes ont été réalisées sur ce poste depuis 2014, nous souhaitons poursuivre cette rationalisation.

Dans ce sens un audit interne doit être engagé par le contrôleur de gestion pour l'ensemble des services municipaux de façon à optimiser nos modes de fonctionnement.

Ainsi l'évolution de ce poste sera maîtrisée sur les exercices futurs, limitée à 1 % par an à compter de 2023, cette progression étant résolument objective.

Il convient néanmoins d'isoler l'année 2022, cette dernière étant notamment impactée par une forte augmentation du tarif de l'électricité et du gaz pour laquelle nous anticipons une augmentation des facturations de l'ordre de 450 K€.

### **Evolution des charges à caractère général en K€ :**

| Montants en K Euros         | 2021   | 2022   | 2023   | 2024   | 2025   | 2026   |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Fonctionnement des services | 10 750 | 11 200 | 11 312 | 11 425 | 11 539 | 11 655 |

### **Les charges de personnel :**

L'évolution de ce poste de dépense sera développée plus loin dans le document.

Il est important néanmoins d'évoquer l'évolution très limitée de ces charges sur le mandat précédent, soit 1,2 % entre 2014 et 2021.

Même si cette politique de gestion drastique et rigoureuse de maîtrise de ces charges est maintenue, pour les années à venir l'hypothèse retenue est celle d'une progression d'environ 1 % par an.

Cette évolution est raisonnable compte tenu des stratégies engagées sur la mobilité interne et les départs à la retraite sur la période.

## Evolution des charges de personnel en K€ :

| Montants en K Euros  | 2021   | 2022   | 2023   | 2024   | 2025   | 2026   |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Charges de personnel | 34 540 | 35 000 | 35 350 | 35 704 | 36 061 | 36 421 |

## Les charges de gestion courante

Pour les subventions aux associations, le principe retenu est celui d'un maintien global du niveau des participations de la Ville sur le droit commun par solidarité avec le tissu associatif local.

Ce maintien n'est pas incompatible avec une volonté toujours présente au niveau de la Municipalité de poursuivre un travail collaboratif avec les associations, afin d'optimiser l'utilisation des fonds versés dans le cadre de conventions d'objectifs formalisées.

En ce qui concerne le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours, nous retenons une augmentation annuelle autour de 1 % par an.

Pour l'OGEC Fénelon, cette participation étant basée sur le nombre d'élèves, nous reportons sur les années futures le montant de 2021 légèrement majoré.

Les participations pour les enfants scolarisés à l'extérieur devraient être stabilisées.

Les indemnités des élus sont limitées à une évolution de 1 % par an, comme celles des charges de personnel.

Enfin, le passage du Contrat Enfance Jeunesse vers la Convention Territoriale Globale a notamment pour conséquence le versement des fonds CAF directement aux structures gestionnaires.

Ainsi, le CCAS et les associations percevront désormais en direct les participations liées à leur activité petite enfance, enfance et jeunesse.

Les subventions ainsi versées par la commune correspondent uniquement à la part Ville, ce qui explique les diminutions des participations versées dans le cadre de la Convention Territoriale Globale.

## Charges de gestion courante en K€ :

|   |               |               |               |               |               |               |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| SDIS  | 3 156         | 3 194         | 3 226         | 3 258         | 3 291         | 3 324         |
| Syndicats intercommunaux                    | 11            | 50            | 75            | 100           | 100           | 100           |
| CCAS  | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         |
| Caisse des écoles                           | 60            | 60            | 60            | 60            | 60            | 60            |
| CEJ   | 1 214         | 500           | 500           | 500           | 500           | 500           |
| Contrat de Ville                            | 116           | 116           | 116           | 116           | 116           | 116           |
| Enfants scolarisés à l'extérieur            | 152           | 200           | 200           | 200           | 200           | 200           |
| Subventions aux associations                | 1 552         | 1 550         | 1 550         | 1 550         | 1 550         | 1 550         |
| OGEC Fenelon                                | 362           | 370           | 370           | 370           | 370           | 370           |
| Indemnités élus                             | 569           | 575           | 580           | 586           | 592           | 598           |
| Redevances, non valeurs, indemnités instit. | 58            | 50            | 50            | 50            | 50            | 50            |
| <b>Autres charges de gestion courante</b>   | <b>10 650</b> | <b>10 065</b> | <b>10 127</b> | <b>10 190</b> | <b>10 229</b> | <b>10 268</b> |



## **Contribution au Fonds national de Péréquation ressources Communales et Intercommunales :**

Nous l'avons évoqué dans le cadre de la présentation du Projet de Loi de Finances pour 2022, suite aux travaux effectués par le Comité des Finances Locales, une mini réforme des indicateurs financiers est prévue et sera probablement impactante pour la Ville de Grasse

Même si les premiers effets escomptés de cette réforme ne sont attendus que sur 2023, nous anticipons néanmoins sur 2022 une nouvelle augmentation de cette contribution.

Cette évolution est limitée dans la mesure où le Projet de Loi de Finances 2022 a prévu la mise en place d'une fraction de correction permettant de lisser les évolutions sur la période 2023-2028.

Tout cela semble néanmoins d'autant plus compliqué à évaluer, dans la mesure où certaines modifications dont nous n'avons pas la maîtrise pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé pour notre collectivité et notamment :

- les transferts de compétences impactant le Coefficient d'Intégration Fiscale ;
- les modifications de population DGF ;
- la modification du potentiel financier par habitant ( d'autant plus avec la mini réforme) ;
- toute modification de la carte intercommunale.

Il ne faut pas non plus écarter que ces montants sont calculés sur la base du régime dérogatoire délibéré par la Communauté d'Agglomération en vigueur à ce jour.

Sur la base des informations connues à ce jour, les évolutions annuelles entre 2022 et 2026 pourraient être les suivantes :

### **FPIC en K€ :**

| Montants en K Euros | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|
| FPIC                | 500  | 530  | 560  | 590  | 620  | 650  |

### **Prélèvement SRU en K€ :**

Il est à noter qu'en 2021, la Ville a vu sa contribution largement diminuée par la cession d'un immeuble de l'îlot Nègre pour la réalisation de logements sociaux.

Cette dernière ayant été réalisée pour l'euro symbolique, la moins-value constatée par rapport à l'estimation des domaines, soit 544K€, a pu être ainsi déduite.

A compter de 2022, les prélèvements sont revus à la hausse.

Pour 2022, le montant tient compte du montant des dépenses déductibles transmis.

Pour 2023, le prélèvement est anticipé à la baisse par rapport à 2022, eu égard à la cession de l'îlot Médiathèque Sud à la SPL et la moins-value constatée par la cession à l'euro symbolique.

Pour 2024, 2025 et 2026, les montants des dépenses déductibles n'étant pas connues à ce jour, nous inscrivons un niveau de prélèvement largement revu à la hausse.

| Montants en K Euros | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|
| SRU                 | 142  | 600  | 300  | 700  | 700  | 700  |



### **Charges exceptionnelles et provisions en K€ :**

Sur 2021, des écritures de régularisations ayant été effectuées notamment sur les provisions pour risques financiers pour 558 K€, elle ne peuvent pas servir d'année de référence.

Sur le poste provision 2021, se détaillent les provisions pour risques financiers (73 K€) et une provision pour risque contentieux sur un dossier de sinistre (190 K€).

Pour 2022 et les années futures, les charges exceptionnelles sont constituées de divers postes de dépense que nous pouvons segmenter en fonction de leur origine.

La première concerne une dotation afin de faire face aux charges imprévisibles de 200 K€, volume dont l'estimation a été basée sur les réalisations antérieures.

La deuxième est destinée à faire face au besoin de la régie des parkings pendant les travaux réalisés sur Martelly, puisque la régie se verrait privée d'une partie de son chiffre d'affaires par la démolition d'un de ses équipements..

Une troisième affectation est destinée à financer les participations à la SPL Grasse Développement dans le cadre de la concession de restauration immobilière conforme au CRAC délibéré en décembre 2021.

Le dernier poste correspond aux risques financiers dont l'inscription se fera en cours d'année une fois connus une fois et délibérés.

Elles n'ont pas de conséquence sur l'équilibre du budget dans la mesure où elles s'équilibrent en dépenses et en recettes.

| Montants en K Euros                    | 2021         | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|--|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Dotations charges imprévisibles        | 184          | 200        | 200        | 200        | 200        | 200        |
| Dotations régie des parkings           |              | 100        | 150        | 150        | 150        | 150        |
| Concession SPL Grasse développement    | 25           |            | 25         | 50         |            | 540        |
| Régularisations provisions antérieures | 558          |            |            |            |            |            |
| Provisions pour risques financiers     | 263          |            |            |            |            |            |
| <b>Total charges exceptionnelles</b>   | <b>1 030</b> | <b>300</b> | <b>375</b> | <b>400</b> | <b>350</b> | <b>890</b> |

Tous les postes de dépenses prévisionnelles ayant été traités, il convient de présenter le tableau récapitulatif de l'ensemble de ces charges de fonctionnement, permettant d'avoir une visibilité globale.

Répartition et évolution des principales dépenses réelles de fonctionnement en K€ :

| Montants en K Euros                         | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Fonctionnement des services                 | 10 750        | 11 200        | 11 312        | 11 425        | 11 539        | 11 655        |
| Charges de personnel                        | 34 540        | 35 000        | 35 350        | 35 704        | 36 061        | 36 421        |
| SDIS  | 3 156         | 3 194         | 3 226         | 3 258         | 3 291         | 3 324         |
| Syndicats intercommunaux                    | 11            | 50            | 75            | 100           | 100           | 100           |
| CCAS  | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         | 3 400         |
| Caisse des écoles                           | 60            | 60            | 60            | 60            | 60            | 60            |
| CEJ   | 1 214         | 500           | 500           | 500           | 500           | 500           |
| Contrat de Ville                            | 116           | 116           | 116           | 116           | 116           | 116           |
| Enfants scolarisés à l'extérieur            | 152           | 200           | 200           | 200           | 200           | 200           |
| Subventions aux associations                | 1 552         | 1 550         | 1 550         | 1 550         | 1 550         | 1 550         |
| OGEF Fenelon                                | 362           | 370           | 370           | 370           | 370           | 370           |
| Indemnités élus                             | 569           | 575           | 580           | 586           | 592           | 598           |
| Redevances, non valeurs, indemnités instit. | 58            | 50            | 50            | 50            | 50            | 50            |
| <b>Autres charges de gestion courante</b>   | <b>10 650</b> | <b>10 065</b> | <b>10 127</b> | <b>10 190</b> | <b>10 229</b> | <b>10 268</b> |
| FPIC  | 500           | 530           | 560           | 590           | 620           | 650           |
| SRU   | 142           | 600           | 300           | 700           | 700           | 700           |
| Reversements CCAS                           | 39            | 40            | 40            | 40            | 40            | 40            |
| <b>Atténuations de produits</b>             | <b>681</b>    | <b>1 170</b>  | <b>900</b>    | <b>1 330</b>  | <b>1 360</b>  | <b>1 390</b>  |
| Charges financières                         | 2 439         | 2 000         | 1 950         | 1 900         | 1 850         | 1 800         |
| Charges exceptionnelles et provisions       | 1 030         | 300           | 375           | 400           | 350           | 890           |
| <b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>   | <b>60 090</b> | <b>59 735</b> | <b>60 014</b> | <b>60 949</b> | <b>61 389</b> | <b>62 424</b> |



**Epargne brute en K€ définie dans le calcul du ratio d'endettement :**

Le législateur a privilégié un calcul simple de la CAF brute en retenant le total des recettes réelles de fonctionnement – les dépenses réelles de fonctionnement, sans retirer les éléments exceptionnels et les produits de cessions.

| 2021  | 2022  | 2023  | 2024   | 2025   | 2026  |
|-------|-------|-------|--------|--------|-------|
| 9 724 | 7 205 | 9 426 | 11 958 | 11 987 | 8 430 |

**Remboursement capital dette K€ :**

| 2021   | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 10 005 | 8 500 | 9 190 | 8 395 | 8 879 | 9 001 |

Il est rappelé que sur 2021, la Ville de Grasse a fait le choix de majorer son remboursement de la dette de 2 M€, ayant pour conséquence de rendre négative l'épargne nette. Sans ce choix de gestion cette dernière aurait été positive.

**Epargne nette K€ :**

L'épargne nette permet de déterminer le montant dégagé par la section de fonctionnement une fois le remboursement en capital déduit.

| 2021 | 2022   | 2023 | 2024  | 2025  | 2026 |
|------|--------|------|-------|-------|------|
| -281 | -1 295 | 236  | 3 563 | 3 108 | -571 |

**Ressources propres d'investissement en K€ :**

| 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 3 408 | 2 800 | 3 496 | 3 320 | 2 874 | 3 322 |

Les ressources propres sont les recettes d'investissement liées aux remboursements de Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA), la taxe d'aménagement (ancienne taxe locale d'équipement), la dette récupérable.

Son évolution notable entre 2022 et 2023 est liée à une forte augmentation du FCTVA eu égard à la sortie du contrat PPP et à la TVA à récupérer sur les contrats d'emprunt.

**Règle d'or en K€ :**

| 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 3 047 | 1 505 | 3 732 | 6 883 | 5 982 | 2 751 |

La règle d'or est composée de principes en comptabilité publique :

- le vote en équilibre de chaque section ;
- l'estimation sincère des recettes et des dépenses ;
- la couverture du remboursement annuel de la dette par les ressources propres de fonctionnement et d'investissement.

Force est de constater que cette règle est respectée sur la période.



Un nouveau principe a été mis en place en Loi de Finances 2018, qui est venu renforcer la règle d'or en fixant des plafonds pour le ratio de désendettement à 12 années pour les commune de plus de 50 000 habitants.

La capacité de désendettement d'une collectivité est définie par la Loi comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé.

Ainsi, la capacité de désendettement d'une commune mesure le nombre d'années qu'il lui faudrait pour rembourser la totalité des emprunts qu'elle a contractés, si son autofinancement était intégralement consacré à ce remboursement.

Cette capacité de désendettement est donc un indicateur de la solvabilité financière ; il permet par ailleurs de renforcer la vigilance des collectivités à la fois dans le suivi de leur epargne brute mais aussi dans le suivi de leur endettement.

Toutefois, le législateur privilégie un calcul simple de l'épargne brute en ne retirant pas les éléments exceptionnels ou les cessions.

**Evolution prévisionnelle encours de dette brute en M€ :**

| 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 87,61 | 85,61 | 82,92 | 81,03 | 78,65 | 77,24 |

**Le ratio de désendettement dette brute au 31 décembre en années :**

| 2021 | 2022  | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|------|-------|------|------|------|------|
| 9,01 | 11,88 | 8,80 | 6,78 | 6,56 | 9,16 |

Le plafond est donc respecté comme l'ensemble des grands principes.

## E) EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

### Situation au 31 décembre 2021

| Principaux postes de dépenses                            | Dépenses au 31/12/2021 en K€   |
|--|--------------------------------|
| Rémunération des agents titulaires                       | 15 004                         |
| Rémunération des agents contractuels                     | 3 469                          |
| Avantages en nature Logements<br>Nourriture<br>Véhicules | 64<br>30<br>15                 |
| Heures supplémentaires                                   | 632 (95 élection et 100 covid) |
| NBI  | 138                            |
| Primes   | 4 515                          |
| Cotisations  | 8 855                          |
| Assurances   | 305                            |

### Effectifs au 31 décembre 2021

|                          | A         | B         | C          | Total      |
|--------------------------|-----------|-----------|------------|------------|
| Stagiaires et titulaires | 33        | 49        | 638        | 720        |
| Contractuels             | 14        | 18        | 138        | 170        |
| Emplois aidés            |           |           | 21         | 21         |
| Vacataires               |           |           | 13         | 13         |
| <b>Total</b>             | <b>47</b> | <b>67</b> | <b>810</b> | <b>924</b> |



**Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2022 :**

|                          | A         | B         | C          | Total      |
|--------------------------|-----------|-----------|------------|------------|
| Stagiaires et titulaires | 32        | 49        | 635        | 716        |
| Contractuels             | 14        | 18        | 135        | 167        |
| Emplois aidés            |           |           | 20         | 20         |
| Vacataires               |           |           | 13         | 13         |
| <b>Total</b>             | <b>46</b> | <b>67</b> | <b>803</b> | <b>916</b> |

Au 31 décembre 2021, la Ville de Grasse comptabilise 33 agents en disponibilité et 4 en congés maladie (dont 2 en congé de longue maladie et 2 en congé de longue durée).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse poursuit la mesure gouvernementale relative à la journée de carence pour les arrêts initiaux, tout en s'adaptant aux contraintes liées à la crise sanitaire.

Pour 2022, la mutualisation des équipes reste l'objectif qui permettra de faire face aux contraintes budgétaires.

Des efforts seront poursuivis en matière de développement de l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activité. De plus, une discussion est entamée avec les partenaires sociaux dans la perspective de la mise en place du télétravail et ce pour améliorer à la fois les conditions de travail des agents, mais aussi limiter les effets induits par les déplacements urbains et péri-urbains sur l'environnement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Agenda 21.

La Ville poursuivra ses efforts en limitant notamment les remplacements des agents partant à la retraite, par la mise en place d'une politique de formation permettant aux agents volontaires de pouvoir évoluer et par la poursuite d'une politique de mobilité interne dynamique.

En 2022, 14 agents feront valoir leurs droits à la retraite. 1 poste sur 4 ne sera pas remplacé.

En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements de 2021, déjà évoqués précédemment, ils vous sont détaillés ci-dessous :

- 7 agents PM,
- 2 agents Médiathèque,
- 1 Direction des Affaires Culturelles

2022 sera aussi l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

Comme chaque année également, la Ville poursuivra ses efforts en matière de mise en place de l'annualisation du temps de travail pour mieux adapter les ressources aux besoins.



Des pistes d'amélioration des conditions de travail sont étudiées afin de prévenir et de lutter contre l'émergence des risques psycho-sociaux ; le télétravail ou la définition du 3<sup>ème</sup> lieu sont autant de sujets qui sont actuellement en réflexion.

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité, mais aussi les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

*Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2025 :*

|                | 2021       | variation  | 2025       |
|----------------|------------|------------|------------|
| <b>Cadre A</b> | <b>47</b>  | <b>+3</b>  | <b>50</b>  |
| <b>Cadre B</b> | <b>61</b>  | <b>+4</b>  | <b>65</b>  |
| <b>Cadre C</b> | <b>820</b> | <b>+5</b>  | <b>825</b> |
| <b>TOTAUX</b>  | <b>928</b> | <b>+12</b> | <b>940</b> |

Cette prospective est basée sur les hypothèses suivantes :

- 1) Le départ en retraite d'un agent se définit par un nombre de trimestres de cotisations d'une part et par un âge compris dans une fourchette variant de 62 à 67 ans d'autre part. Les estimations ne prennent en compte que les départs d'agents qui auront atteint l'âge maximum pour faire valoir leur droit à la retraite, soit 67 ans et sur une hypothèse de travail de 1 remplacement sur 4 départs en retraite.
- 2) Maintien dans les effectifs d'un nombre constant de 20 emplois aidés.
- 3) Cette estimation ne tient pas compte de la future réforme concernant les retraites.

## F) CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 2022 - 2026

Ce cadre budgétaire pluriannuel privilégie la poursuite du désendettement, tout en maintenant un investissement de plus de 13,5 M€ annuel.

Il est nécessaire de rappeler que la réalisation de ce programme d'investissement est entièrement liée à la réalisation effective de l'ensemble des recettes prévues.

Dans ce sens, le report de certains encaissements entrainera de facto un rééchelonnement des dépenses de façon à ce que l'objectif de désendettement soit respecté.

| DEPENSES                          | Montants en K€ | RECETTES   | Montants en K€ |
|-----------------------------------|----------------|--|----------------|
|                                   |                |  |                |
| Plan Pluriannuel d'Investissement | 68 963         | Subventions / amendes de police                              | 10 985         |
| Travaux périls                    | 2 000          | Travaux périls   | 2 000          |
| DMO Palais de Justice             | 4 729          | DMO Palais de Justice  | 6 401          |
| DMO Places médiathèque            | 338            | DMO Places médiathèque                                       | 338            |
| Remboursement capital de la dette | 43 965         | Emprunts   | 33 595         |
| Autres dépenses                   | 1 300          | Fonds propres  | 15 813         |
|                                   |                | Epargne brute dont cessions<br>foncières et report à nouveau | 52 163         |
| <b>TOTAL DEPENSES</b>             | <b>121 295</b> | <b>TOTAL RECETTES</b>  | <b>121 295</b> |

ENCOURS DETTE BRUTE AU 31/12/2021 : 87,61 MILLIONS D'EUROS

REMBOURSEMENT EN CAPITAL SUR LA PERIODE : - 43,97 MILLIONS D'EUROS

EMPRUNTS PREVISIONNELS : + 33,6 MILLIONS D'EUROS

ENCOURS DETTE BRUTE AU 31/12/2026 : 77,24 MILLIONS D'EUROS

CREANCE COMPTABLE FONDS DE SOUTIEN 31/12/2026 : 4,99 MILLIONS D'EUROS

ENCOURS NET FONDS DE SOUTIEN AU 31/12/2026 : 72.25 MILLIONS D'EUROS vs 79,51 au 31/12/2021



**PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT 2022-2026 – REPARTITION PREVISIONNELLE**

| MONTANTS EN K EUROS                          | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  | Total |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b><u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u></b>     |       |       |       |       |       |       |
| MODERNISATION DES SERVICES                   | 353   | 200   | 200   | 200   | 200   | 1 153 |
| EQUIPEMENT DES SERVICES                      | 879   | 249   | 400   | 432   | 403   | 2 363 |
| EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS              | 220   | 160   | 190   | 190   | 190   | 950   |
| DEFENSE INCENDIE                             | 20    | 20    | 30    | 30    | 30    | 130   |
| MATERIEL SERVICES TECHNIQUES                 | 75    | 80    | 50    | 50    | 50    | 305   |
| PARC AUTOMOBILE                              | 387   | 200   | 200   | 200   | 200   | 1 187 |
| <b><u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u></b> |       |       |       |       |       |       |
| PALAIS EPISCOPAL                             | 1 311 | 2 200 | 2 000 | 2 000 |       | 7 511 |
| RESTAURATION MAHP                            | 11    | 90    |       |       |       | 101   |
| RESTAURATION VILLA FRAGONARD                 | 148   | 100   |       |       |       | 248   |
| CATHEDRALE                                   |       | 80    | 50    |       | 120   | 250   |
| EGILSE SAINTE HELENE                         | 499   |       |       |       |       | 499   |
| PLAN RENOVATION CHAPELLE                     | 22    | 50    | 50    | 50    | 50    | 222   |
| CHAPELLE VISITATION                          |       | 50    |       |       |       | 50    |
| MAISON DES ASSOCIATIONS                      |       | 100   | 473   |       |       | 573   |
| LOCAUX JEANNE D'ARC                          | 38    |       |       |       |       | 38    |
| LOCAUX SALLE SOUS LE COURS                   | 166   |       |       |       |       | 166   |
| LOCAUX VISITATION                            | 325   |       |       |       |       | 325   |
| TRAVAUX ENERGETIQUES ECOLES                  | 766   |       |       |       |       | 766   |
| GS CRABALONA                                 | 20    | 400   | 3 000 | 4 500 | 700   | 8 620 |
| GS G. PHILPE ET PRA D'ESTANG                 | 20    | 300   | 1 000 |       | 1 500 | 2 820 |
| GROS ENTRETIEN,EXTENSION ECOLES/CRECHES      | 228   | 450   | 300   | 300   | 300   | 1 578 |
| RENOVATIONS BATIMENTS                        | 162   | 22    |       | 300   | 400   | 884   |
| RENOVATION CCAS                              |       | 220   | 195   |       |       | 415   |
| RENOVATION PALAIS CONGRES                    |       |       | 55    | 100   | 100   | 255   |
| ARCHIVES MUNICIPALES                         |       | 158   |       |       |       | 158   |
| COUR CRECHE CASTEL AROMA                     |       |       | 223   |       |       | 223   |
| FACADE SERVICE JURIDIQUE                     | 227   |       |       |       |       | 227   |
| GROS ENTRETIEN BATIMENTS                     | 319   | 300   | 227   | 300   | 300   | 1 446 |
| GER SECURITE INCENDIE                        | 183   | 200   | 200   | 200   | 200   | 983   |
| GER FLUIDES                                  | 177   | 180   | 180   | 180   | 180   | 897   |
| BATIMENTS ET STRUCTURES SPORTIVES            | 60    |       |       |       | 595   | 655   |
| STADE DU PLAN                                |       |       | 400   |       |       | 400   |
| STADE DE PLASCASSIER                         |       | 500   |       |       |       | 500   |
| STADE PERDIGON                               | 602   | 300   |       | 800   |       | 1 702 |
| VESTIAIRES STADE CHILETTI                    |       |       | 400   |       |       | 400   |
| SOL SALLE OMNISPORTS                         |       |       |       |       | 205   | 205   |
| TRANSFERT PARC AUTOMOBILE                    |       |       |       | 750   | 836   | 1 586 |
| RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS               |       | 60    | 60    |       | 50    | 170   |



| MONTANTS EN K EUROS                          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          | Total         |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b><u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u></b> |               |               |               |               |               |               |
| ACQUISITIONS FONCIERES                       | 190           |               | 150           | 150           | 150           | 640           |
| VIDEO PROTECTION                             | 200           | 200           | 200           | 200           | 200           | 1 000         |
| REQUALIFICATION DES VOIRIES                  | 140           |               |               |               |               | 140           |
| REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS JUSTICE    | 250           |               |               |               |               | 250           |
| REQUALIFICATION PLACE DU PETIT PUY           |               | 100           | 200           |               |               | 300           |
| REQUALIFICATION RUE DES AUGUSTINS            | 10            | 250           |               |               |               | 260           |
| REQUALIFICATION MARECHAL LECLERC             | 25            | 800           |               |               |               | 825           |
| REQUALIFICATION CHAPELLE DES CHIENS          | 10            | 310           | 120           |               |               | 440           |
| REQUALIFICATION BOULEVARD VICTOR HUGO        |               |               | 860           | 860           |               | 1 720         |
| REQUALIFICATION ROUTE DE CANNES              |               |               |               |               | 1 000         | 1 000         |
| GER VOIRIES                                  | 416           | 500           | 500           | 500           | 750           | 2 666         |
| GER ECLAIRAGE PUBLIC                         | 322           |               |               | 120           |               | 442           |
| GER RESEAUX DEFENSE INCENDIE                 | 60            | 70            | 70            | 70            | 100           | 370           |
| RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC                  |               | 1 200         | 1 100         |               | 1 120         | 3 420         |
| ECLAIRAGE MATHIAS DUVAL                      |               |               |               |               | 170           | 170           |
| ENFOUISSEMENT RESEAUX ECLAIRAGE              |               | 100           | 100           | 100           | 100           | 400           |
| ENCASTREMENT RESEAUX FACADES                 |               | 30            | 30            | 30            | 30            | 120           |
| PLAN FONTAINES ET LAVOIRS                    |               | 30            | 20            | 20            | 20            | 90            |
| MURS DE SOUTÈNEMENT                          | 178           | 200           |               | 50            | 400           | 828           |
| FALAISE DU PRADO                             | 373           |               | 200           | 150           |               | 723           |
| OUVRAGES D'ART                               | 57            | 100           | 100           | 100           | 100           | 457           |
| CIMETIERES                                   | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 500           |
| ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX                | 63            | 50            | 50            | 50            | 50            | 263           |
| CREATION JARDIN DALLO                        |               | 300           |               |               |               | 300           |
| JARDIN MARECHAL LECLERC                      |               | 50            | 100           |               |               | 150           |
| ROND POINT DES QUATRES CHEMINS               |               |               |               | 100           | 150           | 250           |
| <b><u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u></b>          |               |               |               |               |               |               |
| FACADES ET PARTIES COMMUNES                  | 500           | 400           | 400           | 500           | 500           | 2 300         |
| ETUDES D'AMENAGEMENT                         | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 500           |
| ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCUEIL/LAUVE     | 665           |               |               |               |               | 665           |
| CONSTRUCTION MEDIATHEQUE                     | 2 699         | 123           |               |               |               | 2 822         |
| EQUIPEMENT MEDIATHEQUE                       | 753           |               |               |               |               | 753           |
| ESPACES PUBLICS NPNRU                        | 0             |               | 200           | 200           | 200           | 600           |
| ILOTS DE GRADES NPNRU                        | 640           | 500           | 500           | 500           | 498           | 2 638         |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>14 969</b> | <b>12 182</b> | <b>14 983</b> | <b>14 482</b> | <b>12 347</b> | <b>68 963</b> |

Le plan pluriannuel d'investissement 2022-2026 représente un montant global prévisionnel de dépenses d'équipement de **68 963 K€, soit un programme très ambitieux.**

**Il sera néanmoins conditionné par la réalisation des recettes inscrites afin de respecter notre objectif de désendettement de fin de période.**

Les volumes inscrits sont en adéquation avec notre capacité de financement et notre objectif prioritaire de désendettement.

Le poste « périls » comprend les travaux pour les immeubles dont les propriétaires sont défaillants, pour **2 000 K€.**

**Dans les postes importants, la délégation de Maîtrise d'ouvrage prévue** par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation des travaux au Palais de Justice, le bâtiment étant mis à disposition de la structure dans le cadre de sa compétence enseignement supérieur.

La fin des réalisations étant prévue en 2022, les volumes inscrits en dépenses soit **4 729 K€** et en recettes soit **6 401 K€** constituent le solde de l'opération.

En ce qui concerne une délégation de maîtrise d'ouvrage de la CAPG vers la Ville, il convient d'évoquer également celle concernant la réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement place de la Médiathèque, qui s'équilibre en dépenses et en recettes à 338 K€.

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation, s'établissant ainsi à **43 965 K€.**

Le volume des remboursements représente une charge lourde pour la ville, il est néanmoins en adéquation avec notre objectif ambitieux de désendettement d'environ 11 millions en 5 exercices, ce qui est cohérent avec les réalisations du précédent mandat.

#### **Détail du financement de l'investissement**

Sur la période, est comptabilisé un volume de cessions foncières de **9 000 K€**, correspondant aux dossiers du quartier des Fleurs de Grasse pour **6 000 K€** et du quartier de la Gare pour **3 000 K€.**

Le poste « subventions » est composé des participations des partenaires liées aux opérations d'équipement et des amendes de police.

Le volume global des participations institutionnelles représente **10 985 K€**, certaines étant obtenues, d'autres prévisionnelles ; les amendes de police sont comprises dans ce volume (environ **400 K€/an**).

Il est rappelé que les réalisations des cinq dernières années ont représenté **13 311 K€** sur ce poste.

**Leur volume définitif conditionnera notre volume de dépenses, notre objectif étant d'atteindre le niveau de désendettement prévu en fin de période.**

Le remboursement par les propriétaires défaillants des travaux réalisés par la Ville sur les immeubles en péril à hauteur de **2 000 K€** correspond au volume des inscriptions en dépenses.

#### **L'autofinancement et les ressources propres**

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement est anticipée sur la période à un volume de **40 006 K€**, hors cessions foncières prévisionnelles et report à nouveau.

Elle tient compte des épargnes prévisionnelles dégagées des années 2022 à 2026.

Viennent ensuite se greffer les cessions foncières vues ci-dessus pour **9 000 K€** et le report à nouveau pour **3 157 K€**, constitué par le solde de fonctionnement une fois le déficit d'investissement couvert.

Le FCTVA d'environ **11 313 K€**, qui est une recette directement liée à la récupération de la TVA sur les investissements réalisés l'année N-2.

La taxe d'aménagement est valorisée à **3 600 K€**, correspondant à un volume annuel d'environ **720 K€ / an.**

**L'emprunt prévisionnel est estimé à 33 595 K€ sur la période. Il correspond à une volonté affirmée de désendettement, soit 77,24 M€ au 31 décembre 2026.**

## **G) LES ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

### **LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET D'URGENCE CLIMATIQUE**

Tous les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiés jusqu'à ce jour, ont mis en exergue les dérèglements climatiques en cours et l'urgence à agir afin de contenir autant que possible les risques naturels aggravés, les effets sanitaires du réchauffement, les risques sur les ressources en eau, la perturbation des activités économiques et les conflits sociaux qui pourraient naître.

Notre territoire doit poursuivre son engagement dans un effort de mobilisation d'urgence, avec pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone le plus rapidement possible et au plus tard en 2050.

La réussite de cet engagement passera tout d'abord par une mobilisation collective et simultanée de notre collectivité en premier lieu, mais aussi de la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois (CAPG), des acteurs sociaux et économiques et de l'ensemble des Grassois.

C'est pourquoi la Ville de Grasse, associée à la CAPG, à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis et aux Villes d'Antibes et de Cannes se sont tout d'abord engagées en 2010 dans un Plan Climat Energie Territorial (PCET).

En 2014, la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins s'est jointe à cette démarche collective.

Outre ces engagements communs et face à l'urgence climatique, la Ville de Grasse a décidé de maintenir ses initiatives en définissant ses propres objectifs, plus ambitieux et en les déclinant de manière très concrète dans chacune de ses politiques publiques.

En termes de bâtiments tout d'abord, il s'agira de valoriser la rénovation thermique et la construction de bâtiments respectueux de l'environnement. Un Plan de rénovation énergétique des établissements scolaires se concrétisera par de premiers travaux d'efficacité énergétique en 2022 afin de réduire à terme de plus de 30 % les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre.

La réhabilitation de l'ancien Palais de Justice sera également l'opportunité de réaliser une opération exemplaire en matière de prise en compte des problématiques environnementales, avec notamment le développement d'une filière matériaux biosourcés produits localement.

Un grand Schéma directeur lumière abordant les 8 275 points d'éclairage public sera également lancé en 2022 afin de réduire les consommations énergétiques et la pollution lumineuse, au travers de solutions techniques innovantes telles la réduction de puissance, l'extinction nocturne, les ballasts électroniques, les lampadaires éoliens-solaires, les variateurs de températures de couleur, la détection de présence.

De plus, les extensions de réseau d'éclairage public seront limitées et devront faire l'objet d'une étude préalable justifiant le besoin de cet éclairage supplémentaire.

L'énergie électrique alimentant les bâtiments publics et l'éclairage public restera une énergie « 100 % verte » c'est-à-dire une électricité bas carbone produite uniquement à partir de sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique (barrages), éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice et marémotrice ou encore l'énergie issue de la biomasse (bois, gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées, biogaz...).

Sur le volet de la mobilité, la Ville favorisera les modes de déplacements sobres à travers ses actions en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, des pouvoirs de police et de la commande publique. Un Plan de mobilité de l'administration a ainsi été adopté en 2020 afin de développer le report modal et faire émerger des mobilités partagées et douces, dont la promotion du covoiturage et de l'électro-mobilité. Ce Plan se concrétisera en 2022 par la mise en œuvre de dispositions tangibles. Le renouvellement en cours des véhicules de la Ville devra quant à lui permettre de disposer, à terme, d'au moins 25% de véhicules propres, c'est à dire produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de leur utilisation (électriques, hybrides, utilisant l'hydrogène).

Un autre objectif concernera la conservation de la biodiversité. Ainsi, la Ville inscrira la biodiversité dans tous ses projets d'urbanisme et dans toutes les opérations d'aménagement. Elle s'attachera également à sanctuariser et à développer la



végétalisation sous toutes ses formes en centre-ville (plantation d'arbres notamment), y compris en cessant strictement de recourir aux produits phytosanitaires pour l'entretien de ses espaces verts.

Par ailleurs, la ville de Grasse s'est engagée dans la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale en mars 2020 afin de recenser et localiser l'ensemble des écosystèmes et différents groupes faunistiques et floristiques sur son territoire et de sensibiliser les citoyens et les élèves à travers des ateliers et des sorties nature. Il sera proposé pour l'année 2022 un partenariat avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur pour mener les inventaires sur la flore sauvage et les espaces pollinisateurs.

Enfin, il s'agira également de donner une priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences et à défaut de les accompagner en ce sens. L'implication citoyenne de tous sera la clé indispensable de cette mutation longue et complexe.

Afin de susciter et de développer celle-ci, la Ville de Grasse entendra poursuivre son engagement sur les points essentiels suivants : informer régulièrement ses habitants sur la crise climatique et environnementale, garder les préoccupations des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition et encourager chacun à participer activement aux processus décisionnels.

Ainsi, chaque institution, chaque association, chaque entreprise et chaque Grassois seront sollicités et impliqués dans cette démarche, pour répondre sans plus attendre à l'urgence climatique.

## **LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

La mise en œuvre du Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Porte Est et Gare restera pour l'année 2022, avec le Projet Action Cœur de Ville, l'une des pierres angulaires des actions de la Ville de Grasse.

L'enjeu de cet ambitieux Projet est de réussir la reconversion durable de ces quartiers en difficulté, pour les replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la Ville de Grasse.

Toutes les opérations liées au Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour soit achevées, soit en cours d'achèvement.

Ainsi en 2022, deux opérations majeures pilotées par la Ville seront livrées et mises à disposition des Grassois : la nouvelle Médiathèque et les places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf.

Pour mémoire, la construction d'une nouvelle médiathèque répond à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle a pour objectifs :

- de satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;
- de drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- de contribuer à la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leurs limites ;
- de mettre en valeur le patrimoine grassois.

Après les effondrements survenus en novembre 2015, le chantier de la construction de la Médiathèque a redémarré en août 2016 par la réalisation d'une part, de travaux de sécurisation des immeubles 47 et 49 rue Droite et d'autre part, de travaux de confortements structurels des immeubles 3, 5 et 7 rue Charles Nègre.

En 2017 et 2018, les travaux de gros œuvre liés à la réhabilitation des bâtiments confortés et à la construction neuve de la Médiathèque ont avancé rapidement. En 2019 et 2020, les bâtiments 47 et 49 rue Droite ont été entièrement reconstruits. Parallèlement, les aménagements intérieurs ont démarré ainsi que l'habillage des façades extérieures de la Médiathèque.

En 2022, l'ensemble de ces travaux seront terminés avec pour objectifs un achèvement des travaux en mars 2022 et une première ouverture au public d'une partie de la médiathèque en septembre 2022.

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet retenu par la Ville de Grasse est un aménagement urbain composé de dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- une aire de jeux.

La place Morel sera conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier sera le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement. Le Réservoir et la place du Four Neuf serviront à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflètera l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permettra un accès facile à la passerelle. Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueillera les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.

Le réaménagement complet de ce cœur d'îlot s'achèvera en 2022 avec la livraison de la place Caporal Jean Vercueil.

Il convient d'ajouter qu'au cours du mois d'octobre 2020, l'artiste Alexandre FARTO, dit VHLS, est venu sculpter un portrait de Charles Nègre afin de rendre hommage à l'artiste-peintre grassois.

Conjointement, le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) issu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a été signé par l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville en 2020. Ce programme permettra de poursuivre l'action engagée à travers le PRU et ainsi de réduire les écarts de développement entre le centre-ville de Grasse et les hameaux et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Ainsi, il est envisagé en 2022 de lancer les études de ce nouveau programme avec notamment la réfection de la rue du Miel.

## LA POLITIQUE SECURITAIRE

L'équipement sécuritaire qu'est le poste de Police Municipale, réalisé en 2018, permet aujourd'hui d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, une présence physique au cœur du centre historique est ainsi pérennisée. A ceci s'ajoute la présence de la Brigade de l'environnement avec ses 6 éléments qui occupent les locaux de l'ancienne Police Municipale.

Outre l'accueil bâtiminaire entièrement rénové, la Police Municipale a également été dotée en 2019 de 2 nouvelles motos de type Yamaha Tracer 900 et en 2020, de 2 nouveaux Segway. Puis en 2021, la Police Municipale a été dotée de 2 nouvelles voitures de type Peugeot Rifter et 1 véhicule de type citadine.

En 2022, le renouvellement des équipements de mobilité sera poursuivi avec le remplacement de 2 motos par des motos Yamaha Tracer 900 et la livraison d'un nouveau véhicule Peugeot Rifter.

Enfin, un programme de 200 K€ annuel sera investi pour poursuivre le maillage de la vidéosurveillance sur le territoire communal.

## LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la Ville de Grasse. Définissant l'identité de notre cité, les places, les avenues, les boulevards et les jardins publics structurent la ville.

Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent à l'identité de la ville.

Cette politique, menée par la Ville de Grasse, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

En 2016, 2017 et 2018, le boulevard Fragonard, la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue Thiers, c'est-à-dire l'ensemble des voies d'accès au centre-ville de Grasse, ont fait l'objet d'opération de requalification et de mise en valeur comprenant également des aménagements de sécurité et la réfection de tous les revêtements de chaussée.

En centre historique, après la requalification de la rue Mirabeau réalisée en 2018, la rue Gazan a également fait peau neuve en 2019 et 2020. Cette voie a fait l'objet de travaux d'enfouissement des réseaux électriques, de renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement et la réfection de tout le revêtement de chaussée. La rue Gazan est sur un axe touristique majeur puisque conduisant à la Cathédrale de Grasse.

En 2019, un programme très complet de réfection de chaussée a vu le jour. Ce dernier comprenait notamment les opérations suivantes :

- Rénovation du boulevard Crouët,
- Réfection de la chaussée de l'avenue Pierre Sémart
- Sécurisation des avenues Saint Laurent et Saint Exupéry,
- Réfection de la chaussée du chemin de Blumenthal,
- Réfection de la chaussée du chemin de la Pouiraque,
- Requalification de l'espace public devant les commerces et les copropriétés rue des Grillons,
- Rénovation de la traverse Rose de Mai et du chemin des Groulles,
- Réfection de la chaussée du chemin du Grand Chêne,
- Rénovation de toute l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et de l'avenue Georges Pompidou,
- Reprise partielle de la chaussée de l'avenue Sidi Brahim,
- Réfection de la chaussée des chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

Enfin, l'année 2019 aura également été l'année du lancement d'une opération majeure de rénovation de voirie : la réfection des avenues De Lattre de Tassigny et Pompidou. Cet axe de circulation capital, mesurant plus de 1,9 km, a été entièrement requalifié. Les trottoirs ont été élargis ou créés, une bande cyclable aménagée et surtout, la structure de la chaussée entièrement réparée afin de la rendre compatible avec le trafic de poids-lourds qu'elle supporte. L'ensemble de ces travaux se sont achevés au début de l'année 2020.

En 2021, la Ville de Grasse a poursuivi son ambitieux programme d'embellissement de l'espace public et de rénovation de la voirie avec une opération majeure : la requalification du boulevard Carnot.

Ce boulevard, long de 420 m.l., est une véritable porte d'entrée du centre-ville de Grasse en venant du sud. Il a été entièrement requalifié avec l'abattage des pins dangereux, l'élargissement et la mise aux normes PMR de tous les trottoirs, l'enfouissement de tous les réseaux secs (fibre, télécommunications, vidéo-protection, arrosage automatique, illuminations, éclairage public), la création de nouvelles jardinières et la plantation d'arbres majestueux, l'installation d'un nouveau mobilier urbain moderne et de qualité (bancs, bornes, potelets, barrières, bacs), la création d'emplacements de stationnement supplémentaires, le renouvellement du mobilier d'éclairage public et la réfection de toute la chaussée.



En 2022, il est planifié la requalification de la rue de l'ancien Palais de justice, en accompagnement de la livraison du nouveau Campus étudiants. Cette opération poursuivra les objectifs suivants :

- offrir des lieux d'accueil, de déambulation et d'échanges sécurisés pour les étudiants ainsi que pour les habitants et les touristes,
- encourager les modes de déplacement doux avec la mise en œuvre de lieux destinés aux piétons et aux deux-roues,
- retrouver une écriture paysagère afin d'apporter des agréments de qualité mais également des espaces de rafraîchissement naturels,
- redonner une dimension de voie urbaine, en enfouissant tous les réseaux urbains et en améliorant la qualité esthétique et sécuritaire de cette rue, grâce aussi, à la mise en place de mobiliers urbains adaptés et de qualité,
- marquer l'emprise du futur Campus étudiants par l'aménagement d'un vrai parvis public permettant d'ancrer cet équipement comme la véritable pierre angulaire de développement de l'enseignement supérieur à Grasse.

Enfin, les études techniques relatives à la requalification du boulevard du Maréchal Leclerc seront engagées en 2022 ainsi que les premiers travaux de renouvellement des réseaux urbains.

En termes de jardins publics, il convient tout d'abord de relever que le 9 juillet 2020 s'est tenue l'inauguration de la dernière phase des travaux de revalorisation du Jardin des plantes. Ce jardin a ainsi retrouvé toute la splendeur qu'il mérite.

Parmi les autres réalisations significatives de 2020, il est indispensable de noter l'aménagement du square Charles Pasqua dans le quartier de Saint Jacques et la rénovation du square des Fontaines à Saint François.

Pour 2022, la Ville poursuivra son Plan de création et/ou requalification d'au moins un jardin public. Ainsi, il est envisagé d'étudier l'aménagement d'un nouveau jardin avenue Sidi Brahim.

## LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services et du respect de l'environnement. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Des bâtiments communaux économes en énergie et sans émission de gaz à effet de serre,
- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,
- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2022 une priorité pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer très fortement en matière environnementale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, la politique de rénovation et d'entretien des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique et gaz 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2022, la Ville maintiendra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique. Ainsi 766 K€ seront dédiés à ces travaux qui concerneront tous les groupes scolaires.

Parallèlement, la Ville a livré en 2021 l'opération de réhabilitation de l'ancienne Bourse du travail. Ce site accueille à présent l'ensemble des services de la Direction des ressources humaines de la Ville au sein d'un seul bâtiment.

En termes de locaux destinés à l'enseignement supérieur, l'Ecole de couture Denis Durand qui occupe des locaux dans l'ancienne école Jeanne d'Arc a été étendue en 2021. Deux nouvelles opérations seront livrées en 2022 :

- la salle polyvalente implantée sous le Cours Honoré Cresp sera divisée en deux afin de pouvoir accueillir un nouvel établissement supérieur à la rentrée universitaire 2022 : l'École française des métiers du cinéma, de l'audiovisuel et de la musique (EFCAM),
- le 3<sup>ème</sup> étage de l'ancien couvent de la Visitation sera désamianté, conforté structurellement et entièrement réaménagé afin d'offrir 2 nouvelles salles de classes pour l'Institut Fénélon à la rentrée universitaire 2022.

Le nouveau Campus étudiants de Grasse, implanté dans l'ancien Palais de Justice, sera quant à lui livré en 2022 afin de développer l'offre d'enseignement supérieur dans le centre-ville. Ces travaux auront été menés selon le référentiel de développement durable Bâtiments durables méditerranéens (BDM) afin d'être exemplaires en matière environnementale.

Pour mémoire, l'opération du Campus étudiants vise à :

- Créer un lieu d'enseignement supérieur adapté, confortable, moderne et innovant, conforme à l'enseignement universitaire contemporain pour près de 500 étudiants,
- Restaurer et remettre en valeur un bâtiment important du centre-ville, en lui affectant une nouvelle fonction valorisante,
- Redynamiser le cœur historique de la Ville de Grasse.

Enfin, l'accent sera également mis sur la sécurisation et la rénovation des bâtiments accueillant les agents municipaux ainsi que sur les logements de fonction.

## LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs.

Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration et ainsi l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique. Elle cherche également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens. Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2022 concerneront la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

Au cours des dernières années, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux, la gestion des fluides des bâtiments, la gestion des stocks du magasin de fourniture destiné aux bâtiments, le suivi technique des commissions de sécurité ainsi que pour les interventions réalisées par les équipes de régie des Ateliers bâtiments.

Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2021, un logiciel métier a été installé au Service de la gestion du domaine public afin de professionnaliser les actions de ce service, d'améliorer sa productivité mais également de simplifier les demandes faites par les habitants et les entreprises.

En 2022, il est envisagé l'acquisition d'un logiciel métier visant à suivre les consommations et dépenses de fluides (électricité, gaz, fioul propane, eau...) sur l'ensemble du patrimoine de la ville de Grasse. Cet outil est indispensable à toute politique de maîtrise de l'énergie, en termes financier et environnemental.

Parallèlement, le Plan de renouvellement des véhicules des agents de la Ville se poursuivra. Plus de 1 500 K€ auront été investis au cours des six dernières années pour renouveler 78 véhicules. En 2022, une nouvelle enveloppe de 300 K€ sera consacrée à ce Plan et permettra de renouveler 12 véhicules au total, l'objectif étant de remplacer tous les véhicules vieillissants et de permettre aux agents de la ville de disposer de véhicules adaptés et moins polluants. A cet effet, la Ville se dotera d'une nouvelle balayeuse urbaine pour renforcer son action en faveur de la propreté urbaine.

De même, des investissements conséquents seront encore maintenus pour permettre aux agents municipaux de travailler avec des outils et des équipements modernes, mais également dans des conditions de travail sécurisées. Des travaux de sécurisation des bâtiments seront réalisés et une attention toute particulière sera apportée sur les Equipements de protection individuelle (EPI) afin que ces derniers soient pleinement adaptés et efficaces.

Enfin et comme évoqué précédemment, de nouveaux locaux modernes et adaptés ont été entièrement livrés en 2021 dans la Bourse du travail pour accueillir les personnels de la Direction des ressources humaines. Ce déménagement a permis de rassembler la majeure partie des services municipaux sur un seul et même site situé dans le centre historique de Grasse, facilitant ainsi les relations de travail et les déplacements pour les agents.

## LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La ville de Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 sont classées monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Du fait de ce patrimoine exceptionnel, la ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le ministère de la Culture et de la Communication.

En 2017, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique.

Au cours de ces dernières années, deux études architecturales majeures ont été menées, afin de redonner une vitalité au processus de préservation de ces monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal et la Cathédrale Notre-Dame du Puy ont fait tous deux l'objet de recherches historiques, d'une étude diagnostique et d'un avant-projet global, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les cinq à dix prochaines années.

Concernant le Palais épiscopal, les objectifs poursuivis par la Ville à travers l'opération de restauration sont :

- la restauration et revalorisation d'un monument historique unique,
- l'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- la réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- la mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie),
- l'amélioration de l'efficacité énergétique (économies d'énergie).



Une première phase de travaux a vu le jour en 2019 avec le confortement structurel de l'arche extérieure du Palais épiscopal et la remise en état de la cour des orangers.

En 2021, une deuxième phase de travaux, qui porte sur le hall et la cage de l'escalier du Palais épiscopal, a été démarrée. Cette seconde phase s'achèvera en juillet 2022. Par ailleurs, les études globales relatives à la restauration de cet édifice seront menées à leur terme afin de pouvoir lancer les phases suivantes de l'opération de remise en état de ce monument en 2022.

La Villa Fragonard accueillera pour sa part des travaux de mise aux normes sécurité-incendie en 2022 avec la création d'une issue de secours supplémentaire à l'extérieur du site.

## LA POLITIQUE CULTURELLE

L'année 2022 sera pour la politique culturelle de la Commune, celle de l'ouverture de **La Source – Médiathèque Charles Nègre**.

Cet équipement culturel de 3 600 m<sup>2</sup> hautement financé par les partenaires publics va ouvrir progressivement ses portes. C'est le résultat de plus de dix années de travail et de concertation entre les besoins de la population, la lecture publique et le renouvellement du centre historique de Grasse.

Les différents étages de la Médiathèque répondront aux besoins de chaque tranche de la population grassoise, aux thématiques usuellement offertes aux administrés mais ils pourront aussi y découvrir des nouveaux services et des nouvelles technologies pour le plaisir de tous et l'envie de découvrir ensemble, de partager et de se rencontrer.

Une Médiathèque est un équipement culturel particulièrement dédié à sa population locale. Il se doit de donner l'envie d'un usage régulier et sans cesse renouvelé. Le personnel doit être formé et doit pouvoir conseiller, diriger et insuffler des lectures, des écoutes ou des visionnages de la collection de la Médiathèque. C'est en ce sens que des recrutements extérieurs ont été faits par l'administration.

Cette Médiathèque construite comme un 3<sup>ème</sup> lieu, entre celui de la famille et celui du travail, sera aussi progressivement celui du 4<sup>ème</sup> lieu, où on cherche à faire « par soi-même » avec d'autres, en échanges, en rencontres, en ouvertures. Les administrés sont à la recherche de lieux de développement durable où les collections sont partagées, où le bien-vivre ensemble est présent et où l'on pense à l'avenir commun.

## LA POLITIQUE VIE SCOLAIRE ET JEUNESSE

Au cours de l'année 2020, le **groupe scolaire de Saint-Mathieu aura bénéficié d'une extension**. L'école aura ainsi découvert un nouvel espace de restauration conforme à la taille de l'école et au nombre de ses demi-pensionnaires et une cour agrandie. En 2021, elle a été dotée d'une salle multi-activité et d'espaces polyvalents supplémentaires.

Ces travaux d'envergure étaient demandés depuis plusieurs années par la sphère éducative et par les différents conseils d'école successifs.

## LA POLITIQUE SPORTIVE

La politique sportive pour l'année 2021 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, à destination des associations sportives, des scolaires et de chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe financière votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

Cette décision de l'assemblée communale viendra encourager le tissu associatif local composé principalement de bénévoles engagés.

Le virage amorcé depuis 2014 vers la jeunesse se poursuivra avec, il faut l'espérer, une nouvelle édition des « Collégiales » et la reconduction des « Grasse Campus Games », rendez-vous sportivo-culturel à destination des étudiants présents par centaines dans la ville.

Parallèlement, la Ville poursuivra sa politique d'investissement dans le cadre de l'amélioration des infrastructures sportives, pour lesquelles il est difficile d'obtenir des subventions de nos partenaires institutionnels.

Il est ainsi envisagé en 2022 la réfection de la piste d'athlétisme du stade de Perdigon.

La montée en gamme des salles de musculation des Fleurs de Grasse et de l'allée des Bains, ainsi que d'autres projets, font actuellement l'objet d'études afin de trouver des partenariats et limiter ainsi leur impact financier sur le budget de la Ville.

## H -BUDGET SERVICE EXTERIEUR POMPES FUNEBRES

### LE COMPTE ADMINISTRATIF 2021

| RECETTES EN K€        |     | DEPENSES EN K€        |    |
|-----------------------|-----|-----------------------|----|
| EXPLOITATION          |     |                       |    |
|                       |     |                       |    |
| EPARGNE REPORTEE      | 78  |                       |    |
| CAVEAUX, ENFEUS,CASES | 42  | CAVEAUX, ENFEUS,CASES | 18 |
| TOTAL                 | 120 | TOTAL                 | 18 |

Le résultat de clôture s'établirait pour 2021 à **102 K€**.

### LE CADRE PLURIANNUEL 2022 – 2026

| RECETTES              |     | DEPENSES              |     |
|-----------------------|-----|-----------------------|-----|
| EXPLOITATION          |     |                       |     |
| RESULTAT REPORTE      | 98  | CAVEAUX, ENFEUS,CASES | 223 |
| CAVEAUX, ENFEUS,CASES | 125 |                       |     |
| TOTAL                 | 223 | TOTAL                 | 223 |

#### Section exploitation recettes

##### Ventes caveaux, enfeus et cases

Ce résultat correspond aux ventes constatées.

#### Section exploitation dépenses

Caveaux, enfeus et cases.



La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 25 janvier 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Après la présentation du rapport d'orientation budgétaire, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont alors pu apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.



22 FEV. 2022  
Délibération affichée le .....  
suivent les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and curves, positioned below the printed text "Le Maire,".